

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 28 NOVEMBRE 1979 - N°1003

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Dans ce numéro

Une interview de Malainine Ould Saddek

Responsable adjoint du Comité des relations extérieures du Front Polisario

LIRE EN PAGE 10

Soutien de la Chine au peuple palestinien

Le président du Parti communiste chinois, Hua Guofeng, s'est adressé à une délégation du Comité national de Palestine qui effectuait ces derniers jours une visite à Pékin. Nous publions quelques extraits de ses déclarations.

LIRE EN PAGE 12

LIRE NOTRE DOSSIER

Alsthom-Belfort

Peu d'acquis revendicatifs, mais une certaine prise de conscience politique

LIRE EN PAGES 6 ET 7

Contre les lois Barre-Bonnet-Stoléru, manifestation le 1^{er} décembre à Paris - 14 h 30 Barbès

LIRE EN PAGE 8

La surchauffe... des prix

L'indice d'octobre : 1,2%, ce qui ferait 11,3% pour 1979. En juin, Barre parlait de 10%...



Croyez-moi, en 1979 les prix n'augmenteront pas de plus de 10%.



...enfin presque



Les loyers enregistrent une augmentation de 2,4% en octobre.

Les prix ont encore flambé en octobre. Belle flambée d'ailleurs ! 1,2% d'augmentation, ce qui annonce une hausse glorieuse de 11,3% pour l'ensemble de l'année 1979, évaluée sur la base des indices de ces 10 mois. Avec 1,2% de hausse des prix de détail, la barre des 10% vient donc d'être franchie, deux mois avant la fin de l'année. Rappelons quand même que le Premier ministre déclarait en juin dernier qu'à son avis et «sauf accident imprévisible» le taux d'inflation pour toute l'année devait se situer «autour des 10%». Le meilleur économiste de France, dans son entretien avec Bergeron il y a quelques jours réévaluait le pronostic et parlait d'une hausse pour 1979 de 11,2 - 11,3...

Quand on examine les différents secteurs de l'indice, on s'aperçoit bien vite que la débâcle est générale : hausse des produits alimentaires : 1,2%. Produits manufacturés : 1,1% ; les services : 1,3%. Le poste des loyers fait un bond spectaculaire, + 2,4%, conséquence de la libération des loyers.

Iran : la mobilisation contre l'impérialisme US se poursuit

«Les Américains ne seraient pas informés dans une situation aussi embarrassante s'ils disposaient d'un corps expéditionnaire stationné de façon permanente en Israël» vient de déclarer aux Etats-Unis où il séjourne, Moshe Dayan. Il rejoint là les positions de certains milieux impérialistes américains qui souhaiteraient voir les mesures militaires américaines prises actuellement, se transformer en une véritable agression directe contre l'Iran. Toutefois, celle-ci reste peu probable : c'est l'avis des autorités militaires iraniennes elles-mêmes, même si face à la menace, elles font des préparatifs, tandis que Khomeiny a demandé lundi que les «gardiens de la Révolution» instruisent «les 20 millions de jeunes iraniens pour qu'ils sachent se servir d'une arme». Aux Etats-Unis même, malgré la campagne des «faucons», l'opinion publique ne semble pas particulièrement favorable à une intervention militaire.

En demandant la réunion du Conseil de sécurité, le secrétaire général de l'ONU a déclaré : «Le gouvernement des Etats-Unis est profondément troublé par l'occupation de son ambassade à Téhéran et par la détention de son personnel diplomatique en violation des conventions internationales. Le gouvernement iranien cherche réparation pour les injustices et les violations de droits humains qui, selon lui, ont été commises par le régime précédent». Quelques heures auparavant, l'envoyé de l'UNESCO en Iran, Jean Mac Bride, évoquant les tortures sous le Shah, avait déclaré : «Quand on leur parle maintenant du droit international, ils (les jeunes) répondent : quand on nous torturait, quand on nous assassinait, personne ne parlait du droit international».

Alors que le Conseil de sécurité devait se réunir rapidement, on apprenait que le ministre iranien des Affaires étrangères, Bani Sadr, ne se rendrait peut-être pas, pour l'instant, à New York. Certaines rumeurs, non vérifiées, font état de «différences d'appréciation» au sein du «Conseil de la Révolution» iranien, Bani Sadr paraissant souhaiter un règlement rapide de l'affaire de l'ambassade américaine pour concentrer l'effort sur le soutien à des mesures économiques anti-impérialistes. Bani Sadr pourrait se rendre à l'ONU après le référendum constitutionnel de dimanche prochain. Alors que les manifestations se succèdent, pas seulement islamiques, puisque plus de 50 000 personnes ont manifesté dimanche contre l'impérialisme américain à l'appel des Fedayins du peuple, la fin de cette semaine sera également marquée par d'énormes manifestations, un an jour pour jour après un défilé de 2 millions de personnes qui avait réclamé à Téhéran la chute du tyran, aujourd'hui réfugié aux Etats-Unis.

Nos gouvernants ont leur explication. Ou plutôt leur alibi : c'est à cause du pétrole — le refrain commence à être assez usagé ! — et une curieuse pirouette pour dire que finalement «ce n'est pas mieux chez nos voisins»... Ce qui permet pour le ministre, avec le coup du pétrole, d'affirmer que l'inflation nous vient de l'extérieur et qu'en fin de compte avec une hausse prévisible de 11,3% pour l'année, c'est une «bonne moyenne». Il... y en a qui se satisfont de vraiment peu... «indice très moyen en octobre» a commenté le ministre de l'Economie R. Monory : 1,2% de hausse, qui viennent s'ajouter aux 1,3% de juillet et aux 0,8% de septembre, voilà un euphémisme du ministre qui prêterait à sourire s'il n'y avait pas de scandaleuses conséquences pour des millions de ménages populaires : les poussettes pour bouclier les fins de mois, plus les feuilles d'impôts locaux à payer, plus le dernier tiers provisionnel à régler, plus, plus... etc.

Le Conseil des Ministres de mercredi matin relèvera sans doute le SMIC qui passerait à 2 253 F par mois sur la base de 40 heures hebdomadaires. Ce qui n'est pourtant pas un «salaire minimum» au regard de la hausse des prix.

1 000 ABONNEMENTS

1 000 ABONNEMENTS

1 000 ABONNEMENTS

Grande campagne de soutien au *Quotidien du Peuple***10000****abonnements
de 100 F****Les camarades de Paris
prennent des initiatives...**

Chers camarades, bravo pour le *Quotidien* anniversaire ce week-end. Sa composition a été unanimement appréciée par les camarades de la fédération. Une centaine de numéros en ont d'ailleurs été vendus dès samedi après-midi dans le cours de la manifestation pour la libéralisation de l'avortement et de la contraception. Compte tenu des nombreuses initiatives prises par les cellules ou les camarades pour assurer une diffusion militante exceptionnelle de ce numéro, notamment dans les entreprises où ils travaillent, l'objectif que nous nous sommes fixés devrait être atteint sans peine dès ce lundi.

L'effort de promotion de la diffusion du *Quotidien du Peuple* sera d'ailleurs poursuivi pendant les 3 semaines à venir. Et nous avons d'ores et déjà programmé une diffusion massive à la manifestation contre les lois Bonnet-Stoléru le samedi 1^{er} décembre, une autre à Beaubourg

un dimanche après-midi. Le dimanche suivant, nous tiendrons le plus possible de marchés sur Paris, et enfin une journée sera consacrée à la promotion du journal du mercredi sur le maximum d'entreprise parisiennes.

Pour la campagne d'abonnements, nous nous sommes fixés des objectifs ambitieux. Nous avons pris des dispositions pour réaliser un grand nombre d'abonnements à 100 F.

Chacun est bien conscient que la progression de l'audience du *Quotidien du Peuple* conditionne son existence même et personne n'est prêt à renoncer à cette arme indispensable à notre travail communiste. Pour l'instant les choses en sont encore à l'état de projet mais nous sommes confiants sur l'issue de la bataille.

Un camarade de la Fédération de Paris



**Pour l'existence en France d'un quotidien communiste
Abonnez-vous, réabonnez-vous, faites abonner vos amis
EN AVANT POUR LES 1 000 ABONNEMENTS A 100 F**

Nom (en capitales)

Prénom

Ville

Cadeau choisi

Date:

A retourner à :
Le Quotidien du Peuple
BP 225
75924 Paris Cedex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU470 compte n°668J

EN CADEAUUn numéro
de *Front Rouge***ET AU CHOIX**

• Un jeu de 10 diapositives inédites sur la Chine réalisées par la délégation du CC du PCR ml

• Une cassette sur la Chine : textes extraits du dernier voyage de la délégation du CC du PCR ml, musique.

• Une cassette sur les luttes des sidérurgistes de Longwy : extraits de reportages des journalistes du *Quotidien du Peuple*, chansons.

1 000 ABONNEMENTS

Chez Delle Alsthom à Villeurbanne, une combativité s'exprime depuis 5 semaines. Les travailleurs ont revoté la continuité de la grève à plus de 65%. Mais cette combativité ne s'exprime pas entièrement par la lutte, du fait que les contradictions à l'Intersyndicale entraînent des clivages (au bout de cinq semaines de grève, soit durcir la grève face à l'intransigeance patronale, soit négocier à tout prix). Le débat n'est pas tranché. A l'Assemblée générale, lundi après-midi, la CGT a appelé ses militants à ne pas participer aux piquets de grève. Mardi matin, il n'y avait pas de piquets.

Après le bal qui s'est déroulé le samedi 17 et qui fut un grand succès et un énorme soutien financier de près de 20 000 F, la lutte monte d'un cran face aux provocations du directeur Chevret qui annonça vendredi 16 au cours d'un entretien avec l'intersyndicale CGT-CFDT :

Premièrement la prime de fin d'année serait payée si le travail reprend au plus tard le mercredi 21 novembre.

Deuxièmement, la direction envisage de porter l'horaire de travail de 40 h à 41 h, ce qui entraînerait pour le personnel une augmentation de 31,25 % !

Face au chantage et aux provocations, lundi 26 les grands bureaux furent bloqués jusqu'au début de l'après-midi, malgré les tentatives de débordements de cadres musclés.

Mardi 27, les grands bureaux furent également bloqués mais à 14 h 30, un commando de 80 employés des grands bureaux et de cadres ont forcé le piquet de grève qui était restreint. Il a fallu négocier pour ne pas prendre de coups. On a pu voir là le danger qu'il y avait à ne pas faire de piquets conséquents.

Dans l'intersyndicale, si la CGT se déclare favorable aux piquets, dans la pratique elle ne se donne pas toujours les moyens de les réaliser ! Jeudi devait avoir lieu un vote sur la poursuite du mouvement. La CGT ne voulait pas prendre une position ferme pour la continuité des 24 h reconductibles. Mais elle appelait à continuer la lutte sans propositions précises et d'autre part, mercredi après-midi, elle laissait courir les bruits qu'il

Delle-Alsthom à Villeurbanne

LA CGT S'OPPOSE A L'EXISTENCE DES PIQUETS DE GREVE

n'y aurait pas de piquets de grève pour jeudi matin, alors que l'intersyndicale n'avait même pas encore eu lieu.

PLUS DE 65% POUR LA GREVE

Jeudi il n'y a donc pas eu de piquets et les non grévistes ont pénétré dans l'usine. Cependant 1 375 grévistes se sont exprimés au cours du vote, 897 pour la continuité de l'action c'est-à-dire 65,2 % et 478 contre ; 34,7 %. L'intersyndicale s'est alors déclarée prête à respecter la décision majoritaire et à ne plus laisser les non grévistes rentrer dans l'usine.

Au cours de l'AG qui a suivi, la décision de bloquer les portes fut prise. Vendredi dès 5 heures du matin on n'avait jamais vu autant de grévistes pour bloquer les portes ! Et les

piquets furent vraiment efficaces.

La direction a alors fait constater par huissier une « atteinte à la liberté du travail » et a lancé un ultimatum : « Vous avez un quart d'heure pour dégager les portes sinon nous ne négocierons pas ». La réponse des travailleurs fut unanime : « On connaît le refrain nous ne céderons pas au chantage » et l'unité des piquets fut alors renforcée.

UNE POLEMIQUE PCF-PS

Par la suite Hernu, maire PS de Villeurbanne, est venu « rendre visite » aux grévistes pour la première fois depuis 5 semaines. Pris à parti par les travailleurs, il a déclaré sous leur pression que le soutien financier de la mairie serait donné entièrement et que « les casse-croute de la

journée leur serait payés » ; il a affirmé d'autre part qu'il accepterait de se porter comme médiateur si le comité d'entreprise le lui demandait.

C'est alors qu'un membre du PCF a pris la parole pour casser du sucre sur le dos du maire PS, lequel a répondu engageant ainsi une polémique sur le résultat d'une réunion qui se serait tenue en juillet dernier...etc...etc... et dont les travailleurs n'avaient rien à faire. L'un et l'autre se sont fait siffler et l'on pouvait entendre des réflexions comme : « On s'en fout... c'est tout ce qu'il trouve à dire... » jusqu'à ce qu'un délégué CFDT prenne le micro des mains d'Hernu pour affirmer : « Au nom de la section syndicale CFDT, je demande que la polémique entre le PC et le PS ne se fasse sur le dos des travailleurs ». Tout ce

beau monde est alors reparti.

A 14 heures la CGT malgré la forte résistance de la section CFDT, a quand même imposé le fait qu'il n'y ait pas de piquets de grève lundi matin. Cette décision a été huée en AG. Pour un bon nombre de grévistes l'enjeu est clair : « On n'est pas venu à 5 heures vendredi pour que lundi les non grévistes puissent venir travailler ; ne pas faire de piquets c'est céder au chantage de la direction, c'est se placer en position de faiblesse pour les négociations ». La direction de la CGT a été alors obligée de reculer en proposant de venir lundi matin de bonne heure et de se rassembler devant les portes : position très floue.

Correspondant Delle Alsthom VILLEURBANNE

NEGOCIATIONS SUR LA REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL Faisons le point

Depuis plus d'un an, la négociation s'est ouverte entre le patronat et les centrales syndicales sur la réduction du temps de travail. Jusqu'ici aucun accord n'est intervenu. La dernière réunion sur ce sujet a eu lieu le 15 novembre et la prochaine est programmée pour le 8 janvier 1980. D'ici là, le gouvernement pourrait intervenir soit par le dépôt d'un projet de loi, soit en prenant l'initiative de ramener l'horaire maximal de travail par semaine de 48 heures à 46 heures, soit en faisant des propositions autres aux « partenaires sociaux ».

LE CNPF

Les patrons veulent bien, dans leur grande générosité, ramener la durée maximale hebdomadaire de travail à 43,75 h (calcul fait en centièmes d'heures) d'ici à 1982 soit 2 036 heures par an.

Le CNPF propose 5 jours supplémentaires de congés par an — hors des 4 semaines et des 8 jours fériés — à condition de ne jamais manquer. C'est le fameux plan individuel d'épargne congés (P.I.E.C.) de chez Citroën. Enfin, pour le travail posté, il consentirait à l'octroi de jours supplémentaires de congés d'un jour pour 50 postes et de deux jours pour 70 postes. Là aussi, la condition siné qua non est : être à son poste sans aucun jour de maladie.

DU CÔTÉ DES SYNDICATS

LA CFDT

Dans le n° 1784 de *Syndicalisme Hebdo*, la CFDT publie un encart affichable dans lequel sont exposées ses propositions. « 1) Un

objectif de durée annuelle maximale du travail de 1800 heures conduisant à ce qu'aucun travailleur n'ait une durée hebdomadaire du travail supérieure à 40 heures en moyenne fin 1982 » (...)

2) Attribution de 7 jours de repos supplémentaires en plus des 4 semaines de congés payés et des 8 jours fériés. Ces 7 jours concerneraient tous les travailleurs couverts par l'accord, quels que soient leurs horaires actuels » (...)

3) Réduction plus rapide de la durée du travail pour les travailleurs soumis à des travaux pénibles et insalubres ». Un accord CFDT-CGC a été conclu sur la question des 1800 heures par an maximum.

LA CGT

La CGT a écrit sa position dans *La Vie Ouvrière* n° 1837 page 12. « Nous avons rappelé nos revendications à ce sujet notamment une première étape de réduction à 38 h pour l'ensemble des salariés afin d'aller vers les 35 h que nous demandons immédiatement pour ceux

La question des heures supplémentaires

Le patronat fait des propositions qui « tendent essentiellement à permettre aux employeurs de faire varier les horaires de travail à leur gré, y compris de disposer d'un grand nombre d'heures supplémentaires » (1)

Ces mesures patronales vont dans le sens de s'attaquer aux garanties collectives des salariés en ce qui concerne la limitation de la durée du travail. « Alors qu'actuellement la loi fait obligation aux employeurs de solliciter, pour les heures supplémentaires, l'accord préalable de l'inspecteur du travail, celui-ci devant consulter les syndicats, le CNPF propose de substituer à ces dispositions une simple consultation pour avis du Comité d'entreprise, dont il ne serait pas contraint de tenir compte.

2- Il propose que le décompte des heures supplémentaires soit établi mois par mois alors qu'actuellement, il doit être effectué dans le cadre de la semaine civile. Ainsi, un salarié qui serait absent pendant une ou deux semaines et qui, le même mois, effectuerait 50 h chacune des deux ou trois semaines suivantes ne percevrait pas de majoration pour heures supplémentaires.

3- Le CNPF propose de calculer sur une période de 24 semaines au lieu de 12 la durée moyenne maximum hebdomadaire. Cet allongement de la période de référence donnerait encore plus de latitude aux employeurs pour faire varier les horaires à leur gré » (2).

1 et 2 dans la V.O n° 1837 page 12 : 3 questions à Lucien Chavrot, secrétaire du service confédéral d'action revendicative.

effectuant des travaux pénibles ». (3 questions à Lucien Chavrot, secrétaire du service confédéral d'action revendicative).

F.O.

Depuis longtemps, FO a mis l'accent sur la 5^e semaine de congés payés

plutôt que sur la réduction du temps de travail. Toutefois Bergeron, le secrétaire général de F.O. vient de faire savoir qu'il a demandé à Barre de tenir la promesse de ramener la durée maximale de 48 h à 46 h par semaine.

Yves LEPIC

● Grandes manœuvres à Hom pour éliminer la CGT

L'entreprise IPEM (Innovations pour l'Elegance Masculine) confectionne des vêtements vendus sous la marque HOM connus pour leur qualité de luxe. Ce qui est moins connu c'est l'exploitation quotidienne que la direction fait subir aux 250 ouvrières dans l'atelier de Marseille (siège social). Pour maintenir le silence sur cette exploitation, forcenée, la direction refuse de reconnaître la section syndicale CGT regroupant plusieurs dizaines d'ouvrières des ateliers et d'employés de bureaux.

Dans un communiqué, le syndicat CGT de l'habillement indique :

«...Alors que la direction a toujours refusé la constitution d'un syndicat, les ouvrières et les employés ont eu la surprise de voir leur chef et les membres de la direction leur proposer avec insistance et en faisant pression, la carte CGT-FO pour «sauver l'entreprise» !

Elle emploie toutes les manœuvres possibles pour éliminer la CGT et organiser les élections du personnel uniquement avec la CGT-FO...»

● Aiguilleurs du ciel : la grève du décollage reconduite

La «grève des décollages» entreprise depuis maintenant un mois par les contrôleurs aériens a été reconduite pour cette semaine. D'une part, l'administration de l'Aviation Civile et le ministère des Transports n'ont pas décidé de négocier, et d'autre part la pluie de sanctions qui s'abat sur les aiguilleurs sont à l'origine de la reconduction de leur mouvement. Au total, ce sont plus de soixante aiguilleurs du CCR de Bordeaux-Mérignac qui ont été exclus pour des durées de 8 jours, et cinq contrôleurs pour une durée de 5 mois. Ces mises à pied, selon les aiguilleurs, vont entraîner de sérieuses perturbations dans le trafic aérien, les effectifs des équipes se réduisant de plus en plus...

Autres menaces : les compagnies régionales d'aviation comme Air Touraine, Air Alpes, Air Alsace viennent d'assigner en justice les syndicats et leur demandent plusieurs millions de dommages et intérêts.

LESQUIN (NORD)

« Il ne faut jamais croire les patrons »

Interview de la section CFDT de Thomson

Thomson-Brandt, 178 sociétés : électro-ménager, éclairage, armement, matériel médical, électronique, informatique... 39 827 salariés, des usines un peu partout en France. Derrière, le groupe financier Paribas ; dans les conseils d'administration, une famille bien représentée : Giscard d'Estaing.

Dans ce groupe comme dans d'autres, ça restructure : à l'usine de Lesquin, aux yeux des patrons, il y aurait 400 travailleurs de trop.

Sur les salaires, les conditions de travail, les ouvriers se sont battus... et heurtés à l'intransigeance patronale. Maigre résultat, mais « malgré les apparences, le mouvement de masse a progressé à la Thomson-Lesquin ».

— Q : Pouvez-vous me dire ce qui s'est passé à la Thomson depuis les luttes du printemps dernier ? (Voir HR No 1041 du 1er mars 1979).

— Les difficultés des travailleurs n'ont pas cessé. Le 12 juillet dernier, juste avant les congés,

Boulin a autorisé les 221 licenciements demandés par la Thomson. D'ailleurs, la ligne suivie par la direction est claire : alors que nous sommes à l'heure actuelle 2 058 salariés à l'intérieur de l'usine, il n'en est plus prévu que 1 681 en

1981. Il y a donc aux yeux des patrons 400 personnes « en trop » à l'usine de Lesquin. Bien entendu, la direction dit qu'il n'y aura plus de licenciements ; elle parle « d'évaporation naturelle ». Quelle belle image !

— Q : J'ai entendu parler d'une grève d'un atelier particulier de l'usine. Quelles sont les revendications de ces travailleurs ?

— En effet, depuis les licenciements, la production n'a pratiquement pas baissé et il ne faut pas oublier que les patrons ont mis 300 personnes dehors ! Alors comment l'ont-ils ? Eh bien, ils répartissent tout le travail sur les autres. Et les gars de l'atelier de fromage plastique * en ont eu marre de travailler autant pour être payés si peu. Trop c'est trop : ils se sont mis en grève le 5 octobre. Ils voulaient des augmentations de salaire et des améliorations

des conditions de travail. Ils ont tout de suite été soutenus par la CGT et la CFDT qui ont alors présenté une plateforme revendicative pour tous les travailleurs de l'usine : nous demandons des augmentations de salaire, par exemple 2 700 F pour un OS2 3e taux. Il faut savoir que, depuis 1978, le pouvoir d'achat des travailleurs de Thomson a baissé. Nous demandons aussi des améliorations dans les conditions de travail et une réduction du temps de travail : 4 h en moins par semaine pour le même salaire, le paiement des ponts, 1 h d'information syndicale payée.

— Q : Pouvez-vous faire un bref historique de ce conflit ?

— Oh ! C'est pas très compliqué et c'est le coup classique. Ici, nous avons un « directeur de choc ». Le Pape qu'il s'appelle. Dès le début, il oppose une intransigeance butée en posant la reprise du travail comme préalable à toute négociation. Après quatre jours de grève, l'intersyndicale décide de faire un geste et de suspendre la grève le 11 octobre. Et c'est justement ce jour-là que choisit Le Pape pour lock-outer tout le monde. Alors là, on n'a rien compris, si ce n'est qu'il ne faut jamais croire les patrons. Aussitôt les travailleurs du plastique se sont remis en grève. Alors c'est le refrain têtue de Le Pape : pas de négociations sans reprise du travail. Tout ce que la direction lâchera c'est 0,8 % d'augmentation : dérisoire !

Finalement, pour faire un geste, sur la promesse expresse du directeur d'entamer de véritables négociations, les ouvriers du plastique ont repris le vendredi 19 et l'ensemble du personnel le 22. La CGT seule a bien essayé d'appeler à la grève de tout le personnel ce jour-là mais ça n'a pas été possible. Toutefois la direction s'emparera de ce fait pour refuser à nouveau toute négociation.

— Q : N'est-ce pas un peu décourageant pour les travailleurs ? Ne le ressentent-ils pas comme un échec ?

— Avec 0,8 % d'augmentation, les travailleurs de Thomson ont le sentiment très net de n'avoir rien eu et de s'être fait mener en bateau par leur patron. Mais il fallait débloquer la situation : on ne pouvait continuer à occuper avec une poignée de militants et avec tous les travailleurs chez eux. En AG, c'est eux qui ont décidé la reprise.

Mais ce conflit a de nombreux aspects positifs : la duplicité a été mise en évidence, nous découvrons le vrai visage du patronat qui ne cède plus rien ; jamais les syndicats CGT et CFDT n'ont été aussi unis dans la lutte ; la reprise n'est pas un désaveu des organisations syndicales par les travailleurs, au contraire ; depuis nous avons organisé un vote de confiance vis-à-vis de ces organisations et les résultats ont été largement positifs : 700 personnes soutiennent l'action des syndicats, 96 sont contre, 40 nuls.

Avec un peu de recul, on s'aperçoit que la direction avait décidé de frapper fort (lock-out) afin de diviser le personnel. Elle n'y est pas parvenue, au contraire, les formes de lutte ont été assez dures, et ce n'est pour l'instant qu'une pause. Les travailleurs font confiance à leurs organisations syndicales, ils ont pris conscience qu'il fallait être unis pour être plus forts que les patrons : malgré les apparences le mouvement de masse a progressé à la Thomson de Lesquin. Cela est très encourageant pour l'avenir.

* C'est l'atelier où sont fabriqués les cuves et les contreportes de réfrigérateurs et de congélateurs.

Thomson-Brandt, un groupe capitaliste

Thomson-Brandt appartient au groupe financier Paribas. En effet, Paribas, par l'intermédiaire de l'Omnium de participations financières et industrielles (OPFI) qu'il contrôle à 64 %, possède 8,3 % du groupe Thomson-Brandt. Cela peut paraître peu important comme pourcentage mais il faut savoir que c'est la plus grosse participation extérieure à Thomson-Brandt et que cela suffit à faire dépendre Thomson-Brandt de Paribas. Notons simplement que des administrateurs de Paribas siègent au conseil d'administration du groupe Thomson-Brandt.

La famille Giscard d'Estaing est représentée aussi au niveau des conseils d'administration de LMT, LTT et Ericsson-France qui sont des sociétés appartenant à Thomson-Brandt.

Thomson-Brandt dirige 178 sociétés dans de très nombreux secteurs : équipement électro-ménager, éclairage, armement, matériel médical, mais aussi informatique et électronique avec Thomson-CSF. Thomson-Brandt c'est Hotchkiss, Continental-Edison pour ne citer que quelques marques.

Ce groupe emploie 39 827 salariés : 10 858 pour la société mère Thomson-Brandt, 28 969 pour Thomson-CSF. La société mère a des usines à Asnières, Clichy, Courbevoie, Louvres, Paris-Saint-Denis, Bohain, Chauny, Fumay, Nevers, Angers, La Ferté-Saint-Aubin, Moulins-Yseure.

Thomson-CSF à Bagneux, Colombes, Gennevilliers, Issy-les-Moulineaux, Levallois-Perret, Malakoff, Meudon, Orsay, Sartrouville, Vélizy, Brest, Cherbourg, Cholet, Fleury-les-Aubrais, Laval, Cagnes-sur-Mer, Toulouse.

... qui se porte bien

L'édition du 16 août 1979 de la *Nouvelle République* (journal régional du centre de la France) indique : « Malgré des difficultés... le groupe Thomson a réalisé pour le premier semestre 1979 un chiffre d'affaires de 13 313 millions de francs contre 10 494 millions de francs pour le premier semestre 1978, soit une augmentation de 26,8 % ». Vous avez bien lu : 13 313 millions, c'est-à-dire 1 331 milliards 300 millions d'anciens francs. Rien qu'à l'usine de Lesquin, il va y avoir 5 milliards et demi d'investissement. Oui, vraiment le groupe doit se saigner aux quatre veines pour verser 0,8 % d'augmentation à la seule usine de Lesquin !

Sources : Dictionnaire des groupes industriels et financiers en France, Seuil.



Manifestation des Thomson dans la région parisienne.

Correspondant

PCF : L'AVENIR N'EST PAS COMMENCE

Mardi soir, dans le cadre d'une «soirée publique» organisée à la Mutualité, Marchais s'adresse une fois de plus aux «intellectuels». Pour y développer, cette fois-ci, «les axes du PCF en matière de recherche marxiste». Ainsi se met en forme progressivement une des décisions du 23^e congrès, qui consiste, par la fusion du «Centre d'étude et de recherche marxiste» et de «l'Institut Maurice Tho-

rez», à accentuer l'effort de réflexion du PCF. Effort rendu nécessaire, selon la direction, par la «guerre idéologique» qui fait rage. Le discours de Marchais ne se résume cependant pas à un xième appel aux intellectuels, dans la mesure où il intervient à un moment où la direction du PCF, sous la pression des faits, est conduite à abandonner l'optimisme béat qui était de mise au lendemain du 23^e congrès.

«La lutte dans laquelle nous sommes engagés ne peut qu'être intense, acharnée, difficile. Une lutte dont l'issue n'est pas écrite à l'avance». Ainsi s'exprimait Lajoinie dans son rapport au comité central de jeudi dernier. Et Marchais lui faisait écho en conclusion des travaux : «Tout le montre en effet : l'issue de la bataille qui est engagée n'est nullement décidée à l'avance». Analyse objective des difficultés rencontrées par le mouvement populaire en cette période de crise ? certes, pour partie. Mais aussi reflet des difficultés que rencontre aujourd'hui le PCF. Pour être moins spectaculaires qu'en 1978, les signes ne manquent pas qui attestent de ces difficultés. Citons-en quelques-uns. Au niveau de la presse, tout d'abord : ce n'est désormais un secret pour personne que les ventes de *L'Humanité* ont constamment régressées depuis mars 1978. Le quotidien du PCF est maintenant nettement distancé par son rival social-démocrate *Le Matin*, et même, à Paris, par *Libération*. L'affaire est jugée suffisamment importante par la direction pour qu'elle y consacre une session spéciale du comité central, le 11 décembre prochain, ainsi qu'une vaste campagne de promotion de *L'Huma-Dimanche*, du 4 au 9 décembre.

Au niveau des adhésions, ensuite : sans évidemment prendre pour argent comptant les chiffres fournis, contentons-nous de signaler que si Paul Laurent, dans l'enthousiasme du congrès, évoquait les 800 000 pour «les mois à venir», Lajoinie, lui, estime qu'avec une bonne campagne, le PCF atteindra à la fin de l'année les chiffres de 1978...



A ces difficultés permanentes, ajoutons-en une autre, qui tend à le devenir : l'existence au sein du PCF de groupes de militants critiques, dont l'audience, pour limitée qu'elle soit, existe cependant. Le fait que des revues telles que «*Positions*» ou «*Elles voient rouge*» continuent à exister en est un témoignage.

Le tableau ne serait pas complet si on n'évoquait pas la crise, le mot est adéquat, qui secoue la fédération de Paris. Une crise qui se nourrit bien évidemment de l'affaire Fiszbin, mais sans que cette dernière en soit le tout. Démissions, interrogations, démarches auprès du CC, votes contradictoires, «rumeurs» vraies ou fausses, ragots, tout cela se conjugue pour diminuer dans des proportions considérables l'activité du PCF à Paris. Un exemple ? s'il fut un temps, pas si lointain, où le PCF remplissait sans problème de vastes salles comme le Palais des

Sports ou la porte de Pantin, il préfère aujourd'hui ne pas risquer les chaises vides, en se rabattant sur la Mutualité. C'est là que furent organisés les meetings de soutien au Polinario et à l'OLP, c'est là que parle Marchais mardi soir.

L'EPREUVE DES FAITS

Toutes ces difficultés, de caractère organisationnel, n'ont cependant été évoquées à la session du CC qu'en incidente. Le fond des inquiétudes de la direction du PCF réside dans la mise en application de la tactique définie au 23^e congrès. «*L'avenir commence maintenant*», «*priorité aux luttes*», «*priorité au renforcement dans les entreprises*», «*unité à la base*», autant de mots d'ordre d'apparence séduisants, mais qui prennent un drôle de sens au regard de la réalité, telle qu'elle s'est développée depuis 6 mois. Même au sein du PCF, il en est qui commencent à s'apercevoir que l'unité à la base, version Marchais, ce n'est rien d'autre que l'unité AUTOUR du PCF, et surtout sur ces propres mots d'ordre. C'est ce qui ressort des premières expériences des «cahiers de lutte», ou encore, sur un autre registre, de l'attitude de la direction dans les luttes contre les lois racistes, ou dans celles pour le droit à l'avortement et à la contraception. Plusieurs dizaines de milliers de personnes dans la rue. Pas une seule ligne dans *L'Humanité*. Où est l'unité, où est la base ?

De la même manière, le langage «de gauche», celui de la lutte, mérite d'être quelque peu relativisé, c'est le moins que l'on

puisse dire, au vu de l'attitude du PCF dans les derniers jours de la grève d'Alstom-Belfort.

Enfin, dernière interrogation soulevée dans le PCF de manière suffisamment vaste pour être prise en compte : l'attitude de la direction face à l'affaire Boulin. Le fait est là, indéniable : Marchais, Fiterman, Leroy et quelques autres ont fait chorus avec la droite contre la presse, et plus particulièrement contre son droit à faire état de faits véridiques, incontestables.

UN RETARD ACCUMULE

Difficultés passagères, simples interrogations de militants ? Pas si simple. Chaque difficulté rencontrée par le PCF dans l'application de sa tactique, chaque difficulté organisationnelle qu'il rencontre, influe directement sur sa tactique d'ensemble. Le temps n'est pas si lointain où il faudra, à nouveau, avec les mots qu'il faut, et les formes qui seront nécessaires, renouer avec l'union de la gauche. Pour les présidentielles de 1981 ou les législatives de 1983 ? Peu importe. Toujours est-il que le rééquilibrage de la gauche est une nécessité vitale pour le PCF, et le plus vite possible. Chaque problème rencontré, chaque difficulté insurmontée est un retard pris sur l'avenir. Un retard, qui, où bien repousse encore les possibilités de «rééquilibrage», où bien condamne la direction à un virage à 180° quand le moment sera venu. Un retard de toute façon préjudiciable. C'est bien là le cri d'alarme qu'a lancé le CC du PCF.

Nicolas DUVALLOIS

Les écologistes restent divisés

Au terme d'un débat «animé», les différentes composantes du mouvement écologiste réunies samedi et dimanche à Dijon ont finalement décidé de la création d'un «comité de liaison» regroupant Europe-Ecologie, les Amis de la terre, et les animateurs de *La gueule ouverte*.

On peut faire deux lectures de ce qui s'est passé samedi et dimanche à Dijon. Reprenant les discours des uns et des autres, on peut y voir un intéressant débat, destiné à sortir le mouvement écologiste de l'ornière, pour en faire une force politique. C'est ce que disait Europe-Ecologie, qui fort de son succès au mois de juin, a créé le «mouvement d'écologie politique», qui revendique son indépendance complète par rapport aux forces politiques de droite ou de gauche. C'est ce que disaient aussi «Les amis de la terre», en souhaitant «avoir des rapports privilégiés» avec le nouveau mouvement. C'est ce que disaient enfin les animateurs de *La Gueule ouverte*, en demandant un vaste débat au sein de tous les groupes écologistes, pour qu'en débouche un «vrai» mouvement, plus solide, plus puissant, et par là même plus indépendant. Une autre lecture est également possible : forts de leurs précédents résultats électoraux, les écologistes entendent être présents en 1981, pour les présidentielles. Reste à savoir qui les représentera, quelle personne, et appartenant à quel mouvement. Les rivalités qui apparaissent entre les Amis de la terre et le nouveau «mouvement d'écologie politique» ne sont sans doute pas étrangères à cette préoccupation. Et puis surtout, deux choix sont apparus en filigrane : s'engager auprès de certaines «minorités de gauche», telles que le PSU ou le MRG : c'est le choix de Lalonde et des Amis de la terre. Ou bien préserver une très stricte indépendance : c'est le choix de Solange Ferneix et du «Mouvement d'écologie politique».

Bas salaires

Une jeune femme travaillant dans une petite boîte de l'alimentation...

Une bonne nouvelle, dans la grisaille de la politique gouvernementale : le conseil des ministres va très probablement décider de l'augmentation du SMIC. Et n'allez pas croire qu'il est contraint de le faire, en vertu de la loi de «rattrapage» de la hausse des prix. Non, c'est d'un «coup de pouce» comme ils disent, qu'il s'agit. Un «coup de pouce» qui devrait faire passer le SMIC à 12,95 F de l'heure. Soit 2253 francs par mois sur la base de 40 heures hebdomadaires. Cette augmentation est dictée par une hausse des prix qui va crever le plafond des 11% cette année. Elle l'est aussi par la publication d'un récent rapport sur les bas salaires.

Les chiffres extraits de ce rapport du CERC (centre d'étude des revenus et des coûts) datent de 1977. Ils n'en gardent pas moins toute leur actualité, tant sont faibles les résultats de la politique de «réduction des inégalités» mise en avant par Giscard.

Qui sont-ils donc, ces travailleurs aux bas salaires ? Des jeunes, tout d'abord : 60 % d'entre-eux ont moins de 25 ans. Et des femmes aussi, (52 %), ce qui confirme en partie l'inégalité des revenus entre hommes et femmes pour un même travail.

Le mythe du «salaire d'appoint» lui non plus, n'est pas mort. Le CERC «justifie» ainsi le fait que 27 % des travailleurs aux bas salaires soient des conjoints, et 37 % des jeunes vivant encore dans leur famille. Il est cependant 23 % des salariés en question qui sont chefs de ménage d'au moins deux personnes.

Parmi tous ces bas-salaires, les deux-tiers sont des ouvriers. Les autres travaillant soit comme employés, soit comme personnel de service. Une autre idée fautive répandue par la bourgeoisie tombe : les «bas salaires» ne sont pas des «instables», moitié chômeurs, moitié saisonniers les deux-tiers d'entre-eux n'ont pas changé d'employeurs durant toute l'année. La moitié des travailleurs à bas-salaires travaillent dans des entreprises de moins de 50 salariés, et la proportion est plus forte encore dans des branches telles que l'habillement, les cuirs et peaux, où encore les industries agro-alimentaires (le fameux pétrole vert).

Une jeune femme, travaillant 42 heures, mais pas en équipe, dans une petite boîte de l'alimentation, ainsi se présente le portrait robot des travailleurs aux plus bas salaires.

le quotidien du peuple

- Directeur politique..... Charles Villac
- Rédacteur en chef et section luttes ouvrières..... Gérard Privat
- Rédacteurs en chef adjoints..... Marc Levigan, Fabien Vaudois, Jean Lernet
- Section politique..... Nicolas Duvallois
- Section internationale..... Jean-Paul Gay
- Section informations générales..... Monique Chéran
- Secrétaire de rédaction..... Hélène Roussillon

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J
CCPN°23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942



Alsthom Belfort PEU D'ACQUIS REVENDICATIFS

Par François MARCHADIER

MAIS UNE CERTAINE PRISE DE CONSCIENCE POLITIQUE

Il n'y a pas que dans le petit territoire de Belfort que l'on avait pas vu cela depuis longtemps...

Une entreprise de 7400 salariés en grève 8 semaines pour de substantielles augmentations de salaires. Un mouvement après lequel rien ne sera plus comme avant. Une frange importante de grévistes a politiquement progressé de manière significative.

Certes, vendredi, 75% des votes exprimés se sont prononcés contre la continuation du mouvement sous la forme qu'il avait connu pendant deux mois. Néanmoins, ce serait se tromper lourdement que d'interpréter ce résultat comme prouvant la satisfaction des grévistes pour ce qu'ils ont obtenu.

On a pu voir par exemple des ouvriers protester avec indignation contre l'éclairage favorable avec lequel la direction CGT présentait les propositions patronales, et pourtant suivre les consignes de cette même direction syndicale en votant la reprise du travail...

Paradoxe ? Pas vraiment. «Comment voter la poursuite d'un mouvement, même si l'on est convaincu que ce qui a été obtenu est largement insuffisant, quand on n'a pas touché un centime pendant deux mois et que l'on a des crédits sur les bras ?

Comment continuer la lutte alors que l'on doute très sérieusement de la possibilité de faire reculer davantage cette direction à la tête dure comme l'acier ?

Comment continuer alors que la direction CGT appelle à «poursuivre la lutte sous d'autres formes», et que la direction CFDT affirme «partager les hésitations» et que l'on ne croit pas encore à la possibilité pour la classe ouvrière de diriger elle-même ses luttes sans ceux qui prétendent aujourd'hui la représenter ? C'est là, de manière synthétique, une série de vraies questions posées par des grévistes. On ne peut pas comprendre grand-chose à la manière dont la reprise a été votée à Belfort si l'on ne sait pas que des centaines de travailleurs ont voté la fin du conflit et ont simultanément sifflé le tandem Lacaille-Niess de la CGT quand ceux-ci parlaient de «réel succès»

ou encore «de succès incontestable». Mais au fait, s'interroge-t-on de tout côté, qu'est-ce qui a été obtenu et qu'est-ce qui ne l'a pas été ?

Ce qui a été obtenu et ce qui ne l'a pas été

Le principal acquis revendicatif de cette lutte, c'est l'engagement par la direction qu'il n'y aura désormais plus de salaires inférieurs à 2650 francs brut base 40 heures (l'horaire hebdomadaire de travail était jusqu'à présent de 41 heures 30). Pour faire valoir cet acquis, des grévistes insistent sur le fait qu'il y avait encore dans cette entreprise des salaires de 2200 francs. Certes, mais ceux qui profiteront directement du nouveau salaire plancher représentent 3% des salariés soit environ 220 personnes. Par ailleurs, aucune garantie n'a été donnée que ce «plancher» serait indexé sur l'inflation... Enfin, n'oublions pas que la revendication initiale était de 3000 francs minimum.

Les grands moyens d'informations ont également fait un bruit énorme en affirmant que le 13^e mois serait obtenu en 3 ans. C'est exact ; mais, ils ont oublié de dire deux choses qui relativisent sérieusement ce succès. Premièrement, les salariés de l'Alsthom bénéficiaient déjà de 12 mois et demi. Deuxièmement, leur revendication de départ c'était «le 13^e dès cette année». Il faudra donc 3 ans pour obtenir les 15 jours qui manquent pour faire un 13^e mois complet.

On a beaucoup parlé également d'une prime exceptionnelle de 300 francs «à la reprise». Là encore, deux observations s'imposent : premièrement, les grévistes demandaient que celle-ci soit acquise et intégrée au salaire de base ; deuxièmement, celle-ci était

prévue avant la grève mais la direction se réservait de l'annoncer lors des fêtes du centenaire qui n'ont pu se tenir à cause de la grève... En résumé, beaucoup de grévistes s'accordaient à penser les derniers jours de l'occupation que la principale victoire n'était pas strictement revendicative, mais sur tout «morale». Comme le disait un tract des piquets publié dans notre édition du week-end : «Avant tout, les nouvelles propositions de la direction montrent une chose, c'est qu'il est possible de faire reculer, elle qui disait qu'on n'y arriverait pas». Mais au fond, pourquoi n'a-t-il pas été obtenu plus ?

Pourquoi n'a-t-il pas été possible d'obtenir plus ?

Avant tout évidemment pour une raison que tout le monde connaît : l'immense intransigence de ce gouvernement dont la politique d'austérité est des plus sévères. Quand on lit dans la presse que Mattéoli est intervenu personnellement pour que l'Alsthom Atlantique accepte les propositions de son chargé de mission, cela fait sourire. Peu de grévistes étaient dupes ; c'est bien ce gouvernement Giscard-Barre qui appuyait l'intransigence d'un groupe dont l'Etat est un des principaux clients (EDF, GDF, SNCF) et sur lequel il a donc des moyens de pression exceptionnels. Ce que redoutait le pouvoir c'est «l'effet tâche d'huile». Des syndicalistes de Peugeot-Sochaux — pour ne citer qu'eux — ont assez dit à quel point les ouvriers regardaient du côté de l'Alsthom pour savoir si, aujourd'hui, faire reculer l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM) est possible.

En face d'eux, les grévistes avaient aussi Dufour, ce directeur belfortain de l'Alsthom Atlantique dont le principal résultat depuis deux ans qu'il est arrivé de la

SNIAS est d'être parvenu à s'isoler de tous, sauf d'une dizaine de directeurs prêts à tout pour sauvegarder les deux millions de salaires mensuels — sans parler des avantages en nature — que leur offre la CGE... Ce directeur dont une banderole de la CFDT proclamait «battons Dufour tant qu'il est chaud» avait bien sûr derrière lui Schulz, son supérieur hiérarchique, et Ambrionse Roux, n° 2 du CNPF et PDG de ce monstre économique qu'est la CGE (120 000 salariés autant que la Régie Renault). Manifestement, la direction était en position de force ; néanmoins, il n'est pas exact de dire qu'elle était invincible. Ce qui a nettement entravé une bien meilleure victoire revendicative c'est, disons-le, l'attitude des directions syndicales et au premier chef de la plus influente et de la plus consciente de ses agissements, la direction de la CGT.

Pas seulement parce que jeudi dernier la direction CGT a appelé à la reprise ou que la CFDT n'a pas appelé à la poursuite. Non, ce n'était là que l'aboutissement logique d'une attitude qu'ils avaient eu tout au long du conflit.

Aurons-nous la cruauté de nous étendre sur le fait qu'à la veille de la grève la plus longue pour les salariés qu'a connue cette région, les directions syndicales appelaient à quelques heures d'arrêt de travail «pour la dignité» ?

Là n'est pas l'essentiel. Beaucoup plus grave est cette attitude permanente décrite encore une fois par le dernier tract des piquets : «On a trop entendu ces derniers jours nos directions syndicales se complaire à énumérer les difficultés, sans jamais envisager qu'on puisse les surmonter». Comment qualifier l'attitude de Lacaille (CGT) consistant, à chaque fois qu'il y avait une opération coup de poing, à lancer un appel aux grévistes «pour qu'ils ne se coupent pas de la population», alors que celle-ci a mille fois montré que son soutien n'était pas

verbal (120 millions de centimes récoltés). Comment qualifier l'attitude de la direction CFDT prenant un air débonnaire pour déclarer en privé «que les gars font des opérations coup de poing est assez normal. Il faut bien qu'ils se défoulent...» Pour être complet, il faudrait aussi parler de l'opposition militante que la direction CGT a eue pendant longtemps à ce que des représentants des piquets — le cœur de la lutte — participent aux réunions de l'Intersyndicale... Et évidemment, il y a aussi ces mille petites magouilles dont nombre de grévistes connaissent quelques exemples ; qui, pour la plupart, ne sont pas bien graves en elles-mêmes mais qui, ajoutées les unes aux autres, finissent par éroder la combativité d'un nombre non négligeable de grévistes.

Une première tentative de regroupement pour réfléchir et pour organiser l'action

Face à cette attitude des directions syndicales, on a vu apparaître à Belfort un pôle contestant leur manière de diriger la lutte. Ce regroupement de grévistes des piquets, s'est fait avant tout, semble-t-il, sur la prise de conscience qu'aujourd'hui pour gagner, une occupation même assez massive comme celle-là n'est pas suffisante. Cela a commencé par des discussions, cela s'est poursuivi par des actions coups de poings et par l'édition de deux tracts de «réflexions» à l'usage de la masse des grévistes.

Les discussions ne portent pas uniquement sur la lutte immédiate mais aussi, sur ce que chacun apprend des différentes forces politiques qui se manifestent au cours de la lutte. D'aucuns expliquent, comme cet agent technicien : «Avant la grève, je ne faisais pas de politique, je n'étais pas

syndiqué. Sorti du sport, je ne voulais rien savoir. Maintenant, je continue à en faire, mais je me suis syndiqué et la politique m'intéresse de plus en plus.» Comme membre de ce regroupement, il y aura aussi ce militant ouvrier du PCF pour qui l'attitude de Niess, responsable du PCF sur l'usine et porte-parole de la section CGT sera une révélation «franchement, les positions de mon parti, je les partage de moins en moins.» Il y a aussi cette employée qui me dira : «Cela fait des années que je suis syndiquée, mais j'ai toujours refusé le mandat de déléguée que l'on me proposait, parce que je n'avais pas confiance dans la volonté des gens de l'Alsthom de lutter. Maintenant, évidemment, je vois les choses différemment.»

Ce pôle qui a eu des difficultés à définir ses contours, exacts à néanmoins marqué des points. Ainsi, il a contribué à démonter le jeu de ceux qui auraient bien voulu avoir affaire à une grève classique dans laquelle on se contente de taper le carton. Ainsi il a organisé des opérations coups de poings et fait prendre conscience à un nombre non négligeable d'ouvriers que c'était quelquefois un devoir de contester ce que dit et fait l'intersyndicale. Au sein de ce regroupement, quelques-uns se posent des questions essentielles sur cette société, celle qu'il faudrait à la place et les moyens pour y parvenir...

Un des acquis essentiels de ce regroupement, n'est-ce pas cette volonté de continuer à se réunir une fois que le travail aura repris ? C'est d'ailleurs une aspiration que l'on retrouvait à un nombre non-négligeable de piquets, ce qui explique que les adresses de nombre de grévistes aient été listées.

Oui, on le voit, la direction de la CGT n'a pas tort de déclarer : «Nous avons écrit ensemble une grande page exemplaire de la lutte de la classe ouvrière». Mais ce n'est pas celle qu'elle croit.



Dufour a su, en deux ans de direction, s'isoler quasi complètement de l'essentiel des salariés et s'attirer une haine solide.



L'intersyndicale au cours de la grève : de gauche à droite E. Pujol (CFDT), J. Niess (UGICT-CGT), C. Migeon (CFDT), P. Bey (CGC).

DES CADRES DANS LE MOUVEMENT

Le rôle qu'y ont joué les cadres, constitue sans aucun doute une des caractéristiques de la grève de l'Alsthom-Belfort. Surprenant, puisque d'ordinaire, quand on voyait les cadres et la maîtrise dans les grèves, c'était plutôt pour attaquer les piquets...

Bey, de la CGC (1,2 million par mois) expliquait au dernier meeting : «Tout au long du conflit, nous avons été des partenaires loyaux malgré des hésitations que vous avez su nous pardonner».

Ce n'est pas faux. Certes, la CGC n'était pas aux avant-postes de la lutte, ce n'est d'ailleurs pas ce qu'on lui demandait, mais elle a, dans l'ensemble, accompagné le mouvement. Un cadre au bord de la retraite qui s'est dévoué sans compter pour animer Radio-Alsthom m'explique pourquoi. «Il faut comprendre que Dufour est une sorte de féodal. Jamais il ne nous associe à la prise de décision. On dit que quand Dufour est venu de la Snias, il y a deux ans, il a amené avec lui, une partie de son «brain-trust» pour leur confier les plus hautes responsabilités, ce qui entraîne des frustrations parmi une partie des plus hauts cadres de l'Alsthom qui voyaient ainsi les meilleures places leur passer sous le nez... D'une manière générale ce que la CGC (80 adhérents) reprochait à Dufour, c'est un style de commandement qui développe le caporalisme dans le détail et le flou sur l'essentiel», comme devait le rappeler Bey, lors de ce meeting où il appella les ouvriers à œuvrer «pour que l'entreprise reprenne sa place dans la concurrence internationale».

L'animateur de Radio-Alsthom explique aussi que l'enveloppe dont la maîtrise ou les cadres disposaient pour distribuer des augmentations de salaires individuelles, était tellement réduite que : «Nous avions toujours un choix impossible à faire entre augmenter tous ceux qui le méritaient, mais alors c'était si peu que les intéressés le

prenaient pour une injure ou seulement quelques-uns plus convenablement, mais alors la liste d'attente s'allongeait indéfiniment : dans ces conditions, les gens qui sont sous nos ordres n'étaient pas motivés pour produire plus et mieux».

On le voit, il n'y a là nulle motivation d'avant garde...

Un dessinateur, actif à son piquet, explique pour sa part : «Moi, je viens de l'atelier. Je ne suis d'ailleurs pas le seul dans ce cas. J'ai gardé des liens très étroits avec mes anciens camarades de travail. D'ailleurs, si ce n'était pas le cas, je ne pourrais pas travailler. Dans une usine comme celle-là, si tu n'as pas de bons rapports avec les gens qui sont en rapport avec toi, tu ne parviens à rien faire. Tout les programmes que tu mets sur pied, ils mettent ça dans un tiroir, il font traîner...»

Un autre ETAM explique que selon lui une certaine révolte existe dans ces couches de l'usine à cause des différences de salaires qui existent par exemple avec l'usine Alsthom-Atlantique du Bourget en Seine-Saint-Denis. «Pour le même travail tu as 30 % de salaire en moins à Belfort».

Le moins que l'on puisse dire, c'est que sauf la dernière citée, la plupart de ces motivations sont ambiguës ; néanmoins, il ne faut pas nier que la participation des cadres à l'intersyndicale augmentait le rapport de forces et donnait confiance à la masse des travailleurs dans la possibilité de vaincre la direction. Seuls quelques cadres et chefs n'ont pas déçu leur maître et ont essayé, à un moment, de se rendre chez les grévistes pour leur saper le moral et leur faire signer une pétition. Au fait, comment cela se fait-il que celle-ci n'a jamais été rendue publique ?

Comment faire avaliser une décision et lui donner un vernis démocratique

Mardi 24 à 2 heures du matin, les propositions du ministère du Travail sont rendues publiques. Réaction de Niess : «C'est quand même dommage qu'il ait fallu attendre 56 jours pour en arriver là».

L'après-midi, au meeting quotidien, il se démène pour présenter ces propositions plutôt sous un jour favorable. Il conclut après avoir donné rendez-vous pour le lendemain : «Discutez-en entre-vous, donnez votre avis. Nous avons besoin de votre opinion. Quand tout sera éclairci nous déciderons par consultation démocratique».

Le soir la direction CGT réunit 150 adhérents ou sympathisants. 6 à 8 délégués ou militants prennent la parole pour dire : «Ce n'est pas si mal» ; «On ne peut obtenir plus», «nous sommes au bout de nos possibilités» ; «Si la grève continue, des attentats comme celui du TGV, il va y en avoir en série» ect. Un responsable prend la parole pour défendre une théorie fumeuse, selon laquelle, si l'on avait obtenu plus, «la tendance des ouvriers aurait été de se reposer sur leurs lauriers. Comme en 68, il aurait fallu attendre 10 ans pour que cela reparte. Tandis que là, on a ouvert une brèche par laquelle ils seront obligés de s'engouffrer».

Trois ou quatre militants ont le courage de prendre la parole malgré ces arguments massus. Selon eux, il ne fait pas de doute que c'est nettement insuffisant.

Le militant qui m'explique cette réunion me dit : «C'est démocratique, une majorité s'est prononcée pour poursuivre la lutte sous d'autres formes». Un de ses camarades intervient : «Moi, j'étais contre la reprise mais je ne l'ai pas dit, car j'avais les mêmes arguments que d'autres qui avaient pris la parole avant moi...»

Les choses ont quand même dû être serrées puisqu'une deuxième séance de cette réunion était convoquée jeudi matin. Un militant qui était intervenu la veille contre la reprise me dit : «Je n'y suis pas retourné, car je suis crevé ; et puis la veille j'ai dit ce que j'avais à dire». Lacaille de son côté raconte à qui veut l'entendre que jamais décision n'avait été prise aussi démocratiquement...



CE QU'ILS DISAIENT 15 JOURS PLUS TOT

Vers la 6^e semaine de grève, sans consulter personne, l'intersyndicale s'est permis de diminuer les revendications de moitié. Sans résultat. Ce que demandait alors l'intersyndicale était très nettement au-dessus (50% selon la CGC) de ce que la direction concéderait finalement. Cela n'empêchait pas alors les uns et les autres de déclarer :

Evelynne Pujol (CFDT) 12 jours avant le vote : «Les contrepropositions de l'intersyndicale constituent le minimum au-dessous duquel il ne saurait y avoir d'accord».

Lacaille (CGT) 10 jours avant le vote de la reprise : «Nous sommes prêts à aller jusqu'au bout, même si cela doit conduire à un nouveau mai 68 (...) Nous avons descendu les revendications de 3 000 F minimum jusqu'à 2 760. Cela n'est pas bon. Nous l'avons fait parce que la commission de conciliation nous avait demandé de faire des concessions, mais cela n'a servi à rien. Nous serions même descendus beaucoup plus bas que la direction aurait maintenu son intransigence (...) La CGT n'est pas d'accord pour aller de compromis en compromis. De compromis en compromis, qui ne respectent pas les intérêts des travailleurs de l'Alsthom».

CONTRE LES LOIS BARRE-BONNET-STOLERU, TOUS A LA MANIFESTATION LE 1^{er} DECEMBRE A 14 H 30 A BARBES

Le 29 novembre, la question des lois Barre-Bonnet-Stolérú revient devant l'Assemblée nationale. Le gouvernement poursuit ainsi le processus engagé au printemps dernier pour mettre en place ce grave arsenal législatif qui, à travers les travailleurs immigrés, frappe en fait toute la classe ouvrière, tous les travailleurs.

Le Comité de coordination des foyers en lutte, des associations de travailleurs immigrés : CTA, UTIT, des organisations de masse : CEDETIM, FASTI, MAN, CUF, GISTI, Libération Afrique,

les comités de soutien aux foyers de Villejuif, Ivry, Montreuil et Bagnolet, des UL et des sections syndicales CFTD et CGT appellent à une manifestation le samedi 1^{er} décembre. Voici un extrait de l'appel :

...N'hésitons pas à continuer le combat !

Après le rassemblement français-immigrés du 29 septembre à Garges-les-Gonesses, il faut aujourd'hui hausser d'un cran la mobilisation, accentuer le travail de sensibilisation pour que se développe une réelle solidarité de classe contre les lois et leur application. Face aux attaques du pouvoir, il s'agit d'opposer un front de lutte compact de travailleurs français et immigrés.

Face à la « semaine du dialogue » organisé par Stolérú, nous organisons une contre-semaine de véritable information sur la situation des travailleurs immigrés.

QUE VISENT LES MESURES BARRE-BONNET STOLERU ?

Par ces lois, le gouvernement vise à se donner une couverture légale, juridique, permettant d'installer l'Etat de siège permanent qui pèse sur les travailleurs immigrés. Elles veulent renforcer cet état de siège, l'adapter à la situation de crise.

Après le vote l'Etat pourra, légalement, expulser tout immigré qui « menace l'Ordre Public » (c'est-à-dire qui lutte pour ses revendications), qui est au chômage plus de 6 mois, qui a un logement insuffisant pour sa famille, qui rentre en retard d'un con-

gé. Ce sera le non renouvellement de la carte de travail-séjour selon la situation de l'emploi dans chaque département et dans la profession, ce qui équivaut à une expulsion. De plus, la circulaire Bonnet bloque l'entrée des étudiants étrangers à l'Université, leur enlevant ainsi le droit à la formation. Ces mesures prises à l'encontre des travailleurs immigrés permettent les internements administratifs, les expulsions policières tous azimuts et immédiates.

Rappelons que le gouvernement utilise de plus en plus le décret-loi de 1939 qui lui permet de dissoudre les associations d'étrangers en France.

Parmi les nouvelles dispositions en cours d'adoption, il en est de particulièrement inquiétantes. Ainsi par exemple, pourra être expulsé tout immigré qui « trouble l'ordre public ». Cette notion vague permet tous les abus policiers, permet par exemple de considérer comme trouble de l'ordre public le fait de manifester, de faire grève, ou tout simplement de protester contre des injustices, à l'usine ou dans la rue.

RENDRE LES IMMIGRES RESPONSABLES DU CHOMAGE

Avec le projet de loi signé Barre et Boulin qui a été soumis au Parlement, on perçoit nettement les motivations de l'offensive répressive de la bourgeoisie contre les travailleurs immigrés. A l'article 2, il est indiqué que l'autorisation de travail peut être retirée à l'étranger qui se trouve sans emploi depuis plus de six mois. Comme l'article 4 prévoit que la carte de séjour est retirée lorsque l'autorisation de travail est retirée, cela donne le processus suivant : les patrons licencient à tour de bras, et en priorité les immigrés qui, bien entendu, ne retrouvent pas de travail. Au bout de six mois de chômage, plus de carte de travail, donc plus de carte de séjour, donc expulsion. Voilà, c'est simple et efficace. (...)

En quoi les travailleurs immigrés sont-ils responsables des fermetures d'installations dans la sidérurgie ? En quoi sont-ils responsables de la crise dans le textile, dans le bâtiment ou dans d'autres branches ? Ils sont les premiers à en subir les conséquences. (...)

UNE ATTAQUE CONTRE L'ENSEMBLE DE LA CLASSE OUVRIERE

Il ne s'agit pas seulement d'une agression très grave contre nos frères de classe. C'est un coup contre l'ensemble de la classe ouvrière que veut porter la bourgeoisie. Affaiblir ses capacités de résistance au chômage et aux bas salaires, voilà un objectif recherché. (...)

C'est donc bien à une tentative de division de la classe ouvrière que veut se livrer la bourgeoisie. Division entre les travailleurs français et immigrés et aussi entre les immigrés eux-mêmes puisqu'ils seraient classés en deux catégories : les ordinaires et les privilégiés. Les privilégiés étant sans doute ceux qui « se tiennent bien », ne font pas grève, ne manifestent pas, ne revendiquent pas. Les ordinaires étant ceux qu'il faut expulser. (...)

L'agression en cours vise tout particulièrement les travailleurs résidents des foyers qui luttent depuis quatre ans contre les conditions scandaleuses dans

lesquelles la Sonacotra, l'ADEF, l'AFRP et d'autres, les parquent. (...)

L'EXIGENCE D'UNE VIGOUREUSE RIPOSTE

A cette très grave attaque contre la classe ouvrière qui frappe les travailleurs immigrés, il convient d'opposer une résistance déterminée et de masse. Des premières initiatives ont déjà été prises. Plusieurs manifestations ont eu lieu à Paris et en province. Malheureusement, elles ont été organisées en ordre dispersé, sans que soit prise en compte la nécessaire unité pour la lutte. (...)

L'heure est au rassemblement des forces, à l'unité la plus large possible pour faire échouer les projets répressifs du pouvoir.

La manifestation unitaire du 1^{er} décembre contre les lois Bonnet-Stolérú et pour soutenir la lutte des foyers Sonacotra, doit être l'occasion de cette large unité dans la riposte. D'autres mobilisations contre les expulsions doivent se développer.

Fédérations
parisiennes du
Parti
Communiste
Révolutionnaire
marxiste-léniniste

Secrétariat du
Parti Communiste
Marxiste-léniniste

L'appel du PCRml et du PCML (extraits)

A BAS LES LOIS RACISTES BONNET-BARRE BOULIN-STOLERU

Il y a un an, le conseil d'Etat avait jugé illégal un certain nombre de mesures prises par Stolérú. Il s'agissait de stopper l'immi-

gration dite familiale en imposant des conditions draconiennes pour l'entrée et le séjour en France des familles de travailleurs immigrés et d'inciter au départ volontaire à l'aide de la fameuse prime dite du « million ».

De toute façon, indiquait alors Stolérú : « Cela ne changera pas la politique du gouvernement ». Celui-ci s'est mis fébrilement au travail ; puisque les moyens légaux ne sont pas suffisants, il n'y a qu'à changer les lois. (...)

Police contre travailleurs en lutte

Lomme, 27 novembre, 6 heures du matin.

La police est intervenue ce matin à Danjou pour récupérer une partie du matériel détenu par les grévistes. C'est sous les quolibets que l'ex-directeur a mis plus d'un quart d'heure à dessouder les portes.

Plusieurs dizaines de travailleurs de Lomme s'étaient rassemblés, dont des militants du Collectif de lutte contre le chômage de Lille.

Depuis neuf semaines, les travailleurs de cette entreprise l'occupent pour le maintien de leur emploi.

CORRESPONDANT

Impôts 1980

SALEE, LA NOTE !

Les impôts à payer pour l'année 1980 viennent d'être entérinés par le Parlement. Giscard et Barre ont dû introduire quelques modifications aux mesures proposées en première lecture aux députés et qu'ils avaient repoussées, en particulier en ce qui concerne le barème de l'impôt sur le revenu. Modifications, on s'en doute, infimes qui ne viennent rien changer à l'affaire : la note est salée, regardons de plus près ce qu'il en est.

L'IMPÔT SUR LE REVENU

Par rapport au budget précédent ; il doit augmenter de 14,7 % alors que l'impôt frappant les firmes — l'impôt sur les sociétés — n'augmente lui que de 3,9 %.

La règle qui gouverne : ne pas corriger en totalité

les tranches de barèmes du taux de l'inflation. Cela très concrètement signifie : hausse de l'impôt, alors que le pouvoir d'achat a considérablement été rogné avec la hausse des prix, des cotisations sociales...

Dans le premier projet présenté au Parlement par Barre, il fixait à 8 %, pour les huit premières tranches du barème, la correction de l'inflation alors que celle-ci avoisine les 13 %. Les modifications apportées sont les suivantes : les deux premières tranches seront relevées de 10 % (au lieu de 8 %) et les deux tranches suivantes de 9 % (au lieu de 8 %). Donc les quatre premières tranches de l'impôt pour les plus petits revenus ainsi que les quatre suivantes ne sont pas relevées d'un montant équivalent à la hausse des prix, soit 13 % environ.

LES PLUS BAS REVENUS LES PLUS FRAPPES

Ce sont les catégories à bas revenus qui sont le plus durement frappées par l'impôt direct, parce que la correction de l'inflation ne se fait que pour partie et que le pouvoir d'achat du salaire net perçu par un smicard a baissé de 1 % en raison du relèvement des 2,5 % des cotisations sociales de janvier 1979 et août 1979. Ceci entre en contradiction frappante avec les propos démagogiques comme « les réductions d'inégalités », « solidarité » ou « équité » qu'affiche Barre et Giscard.

Mais si ce sont les plus bas revenus qui sont le plus amputés par l'impôt, cela ne signifie pas pour autant que les catégories à moyen revenu, les cadres inférieurs soient épargnés. Les barèmes, pour eux, ne suivent pas non plus l'in-

flation, le prélèvement fiscal est aussi important, la majoration d'impôt excède les 13 %.

HAUSSE DE TOUTES LES TAXES SUR LA CONSOMMATION

D'autre part le budget 1980 prévoit une hausse des diverses taxes sur la consommation, hausse si importante qu'elle en fait même une caractéristique propre à ce budget !

— la redevance relevée de 6,4 % ;

— les vignettes dont toutes les majorations sont toutes supérieures à la hausse des prix, en particulier plus 16,7 % pour les autos de moins de 5CV et celles de 8 à 9CV. Or ces véhicules constituent 79,1 % du parc automobile français ;

— sans parler de la création des vignettes sur les grosses motos...

— les droits sur les al-

cools vont de 20 % jusqu'à 50 % pour les bières, vins, cidres etc...

— hausse des tabacs de 15 %.

Ces quatre taxes sur la consommation constituent une aggravation de la pression fiscale venant se surajouter à celle de l'impôt sur le revenu, celle de la TVA (+ 14,2 %) et aussi des impôts locaux. On estime de 1,5 % à 2 % l'amputation du pouvoir d'achat opéré seulement par ces quatre taxes.

Comme près de 70 % des recettes fiscales proviennent des impôts indirects dans la structure de la fiscalité française, tous fixés en hausse vertigineuse et venant se cumuler avec les majorations des impôts directs (impôts sur le revenu et impôts locaux), on mesure l'ampleur de l'offensive contre le pouvoir d'achat des travailleurs.

Catherine LEMAIRE

12^e Congrès du Parti communiste roumain

Le 12^e Congrès national du Parti communiste roumain qui vient de se tenir à Bucarest aura été une nouvelle occasion pour Nicolas Ceausescu et les autres dirigeants de Roumanie de réaffirmer leur volonté de mener une politique d'indépendance, malgré les fortes pressions exercées par l'URSS.

Dans son rapport au congrès, le secrétaire général du Parti communiste roumain, évoquant la situation internationale, a notamment déclaré : « Depuis le 11^e Congrès du Parti, deux tendances diamétralement opposées se sont manifestées dans la vie internationale. D'une part, il y a la tendance à maintenir les sphères d'influence, et de domination et à les répartir, d'autre part, il y a la tendance à mettre un terme à la politique impérialiste et à la politique du plus fort, de diktat et de sphères d'influences, pour assurer l'indépendance de tous les pays du monde et pour assurer la détente et la paix. » Actuellement, a-t-il souligné, le danger principal est l'utilisation des moyens militaires. Tous les efforts doivent être dirigés contre cette menace en vue d'assurer l'indépendance de toutes les nations, de promouvoir de nouvelles relations entre les Etats sur la base de l'égalité complète, d'empêcher que la situation internationale s'aggrave et

qu'éclatent de nouvelles guerres, voire une nouvelle guerre mondiale. Ceausescu a déclaré qu'il fallait tout faire « pour repousser une fois pour toute la politique de force brutale et de diktat dans la vie internationale, l'intervention dans les affaires d'autres pays et la politique de sphères d'influence et d'hégémonie, mettre fin à la domination impérialiste, colonialiste et néo-colonialiste (...) ». Ces prises de position se sont traduites dans les faits depuis de nombreuses années.

DEPUIS 1968

Ainsi, depuis 1968, date à laquelle Bucarest avait refusé de participer à l'invasion de la Tchécoslovaquie, l'armée roumaine ne participe plus aux manœuvres du Pacte de Varsovie, bien que la Roumanie en reste membre, et qu'il ne soit pas question, pour le moment, qu'elle en sorte. La volonté d'indépendance vis-à-vis de l'URSS qui s'était exprimée l'an dernier, en août, par l'accueil ré-

REAFFIRMATION D'UNE POLITIQUE INDEPENDANTE

servé au président chinois Hua Guofeng, s'était manifestée avec beaucoup d'éclat en novembre 1978, lorsque Ceausescu s'était fermement opposé aux mesures préconisées par Brejnev, lors d'une réunion du Pacte de Varsovie.

C'est ainsi que les dirigeants roumains refusèrent simultanément la participation de leur pays à la course aux armements engagée par le Pacte, et l'accroissement des dépenses militaires qui devait l'accompagner. Ils refusèrent en même temps la demande du Kremlin d'intégrer le commandement de toutes les forces armées du Pacte en un « commandement suprême » aux mains des soviétiques ; Ceausescu, rejetant aussi bien la perspective d'une participation aux entreprises militaires du social-impérialisme dans le Tiers-Monde qu'une limitation de la souveraineté roumaine, déclarait : « nous n'avons jamais remis et ne remettrons jamais à personne le droit de décider de la participation de l'armée roumaine à une opération mi-

litaire donnée. Le pouvoir n'appartient qu'au Parlement, au peuple, au parti et aux organismes d'Etat de la Roumanie ». Depuis cette date, la Roumanie a confirmé cette orientation, par exemple en condamnant dès la mi-janvier de cette année, par la voix de l'agence de presse Scinteia, l'invasion vietnamienne du Kampuchéa.

Dans son rapport au congrès, Nicolas Ceausescu, a noté : « à propos de l'établissement de la sécurité sur le continent européen, la Roumanie attache une grande importance au développement des relations de bon voisinage et de coopération avec les pays balkaniques (...) ». Cela s'est traduit ces derniers temps notamment par le renforcement des relations avec la Yougoslavie, souligné par la récente rencontre Tito-Ceausescu.

RENFORCEMENT DES LIENS AVEC LE TIERS-MONDE

Un des aspects marquants de la politique d'in-

dépendance de la Roumanie vis-à-vis des superpuissances et en particulier de l'URSS réside dans le développement de ses relations avec le Tiers-Monde, à propos duquel le secrétaire général du Parti communiste roumain a dénoncé les rapports inégaux que lui imposait l'impérialisme : « Nous estimons qu'il est nécessaire d'établir un nouvel ordre économique international, car c'est une composante de la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme ». Le renforcement des relations Roumanie-Tiers-Monde se traduit sur le plan économique notamment par ces chiffres : les exportations roumaines en direction des pays du Tiers-Monde, qui représentaient en 1970 10% du total des exportations roumaines en représentaient déjà près de 20% en 1976, les importations en provenance du Tiers-Monde passent quant à elles, dans la même période, de 6,6% à environ 18% du total des importations roumaines. Ces modifications sont allées de

pair avec une réduction des échanges avec les autres pays du COMECON dont la Roumanie est aujourd'hui le pays le moins « intégré ». Autre exemple de cette orientation : depuis 1976, la Roumanie participe, en tant qu'invitée permanente aux travaux des non-alignés. A noter que cette diversification des relations a accompagné la recherche par la Roumanie d'une politique de développement indépendant qui s'était traduite dès 1964 par le refus de se vouer principalement à l'agriculture dans le cadre d'une « division internationale du travail » imposée par le Kremlin.

A l'heure où l'URSS renforce ses pressions sur l'Europe, comme en témoigne le récent discours menaçant de Brejnev en RDA, la poursuite et la consolidation d'une politique d'indépendance de la part de la Roumanie revêt une importance particulière.

J.P.G.

Sihanouk se prononce pour la lutte armée contre l'invasion vietnamienne au Cambodge

Par sa tournée en France et en Europe, le prince Sihanouk espère, comme il le dit lui-même dans son interview au Monde, donner un peu plus de « crédibilité » et de sérieux aux forces « nationalistes » hostiles à l'invasion vietnamienne au Cambodge, mais qui se déclarent également opposées aux résistants regroupés autour du gouvernement du Kampuchéa démocratique.

Dans la mesure où le prince Sihanouk s'engage à appeler à la lutte armée contre l'armée vietnamienne et à créer un « modus vivendi » avec les résistants « Khmers rouges », cette prise de position (type 3e force) accroît l'isolement du Vietnam. L'Humanité de ce mardi 27 novembre, ne s'y est d'ailleurs pas trompée puisqu'elle accuse Sihanouk de ne pas se placer au côté du gouvernement pro-vietnamien de Phnom-Penh et de rêver de « reconquérir les positions (...) perdues », à l'instar de « tous les revanchards ». Se poser en patriote pour l'indépendance de son pays occupé par 200 000 soldats étrangers, voilà ce que L'Humanité appelle se comporter en « revanchard » !

Claude LIRIA.

INTERVIEW DE KHIEU NIM,

MEMBRE DE LA CONFEDERATION DES KHMERS PRESIDEE PAR SIHANOUK

Participant à titre d'observateur à la conférence mondiale de Stockholm sur le Cambodge, qui s'est tenue les 17 et 18 novembre, M. Khieu Nim, secrétaire de l'Union des patriotes du Kampuchéa en France (UPAKAF), a bien voulu nous donner ses impressions sur la conférence. L'UPAKAF est membre fondateur de la Confédération des Khmers nationalistes, présidée par le prince Norodom Sihanouk, qui s'est réunie en colloque international à Pyongyang (Corée du Nord), fin septembre.

CLAUDE LIRIA : Quelles sont vos impressions d'ensemble sur la conférence de Stockholm de soutien à la lutte du peuple cambodgien contre l'agression vietnamienne ?

— M. KHIEU NIM : Personnellement, je trouve que les résultats de la conférence sont, dans l'ensemble, assez satisfaisants. En particulier parce que la résolution finale réclame le retrait

des troupes vietnamiennes du Cambodge. Voilà qui est positif car cela montre qu'il y a un courant qui se constitue et qui veut que les troupes vietnamiennes sortent du Kampuchéa.

A propos de la résolution adoptée par la conférence sur l'aide humanitaire au peuple cambodgien, je pense qu'elle aurait dû écrire en toutes lettres qu'on pouvait adresser les aides à toute la population, où qu'elle se trouve : en

Thaïlande dans les camps de réfugiés, à l'intérieur de la frontière cambodgienne sous contrôle des Khmers rouges ou d'autres groupes de résistance, ou encore dans les zones sous contrôle vietnamien. Je pense que la résolution aurait gagné à être plus « large ».

C. L. : Quelle est votre position sur l'invasion vietnamienne au Cambodge ?

M. KHIEU NIM : Je suis toujours pour le retrait des troupes étrangères de notre territoire et pour une aide humanitaire à toute la population du Cambodge, sans discrimination.

Vous savez que nous ne soutenons pas le gouvernement du Kampuchéa démocratique (dirigé par Pol Pot - NDLR). Mais je trouve positif que la résolution de Stockholm se prononce

pour le droit à l'autodétermination du peuple cambodgien. D'ailleurs, la Confédération des Khmers nationalistes, dont notre Union est membre fondateur, et le prince Sihanouk lui-même demandent toujours le retrait des troupes vietnamiennes et le respect du droit à l'autodétermination de notre peuple.

Nous sommes pour l'organisation d'élections libres, sous contrôle de l'ONU, après le retrait des troupes étrangères. Personnellement, je ne dis pas que je souhaite le prince Sihanouk comme chef de l'Etat. Mais je dis que c'est au peuple de dire qui il veut comme dirigeant. On verra ce que le peuple choisira, de Sihanouk, de Pol Pot ou même de Heng Samrin, après le retrait des soldats vietnamiens.

APPEL DE SECOURS AU PEUPLE CAMBODGIEN

« La guerre continue à dévaster le Cambodge. Les conséquences tragiques qui en découlent reflètent l'extrême gravité de la situation actuelle dans ce pays : la peur, la terreur, les massacres, la famine, les épidémies et les maladies des plus virulentes et mortelles (choléra, peste, malaria, etc.).

Le peuple cambodgien est menacé d'extermination.

Les secours humanitaires venant de partout dans le monde témoignent bien d'un acte de solidarité manifesté par les communautés internationales pour la survie de ce peuple.

Certes, les aides alimentaires, médicales et autres qui ne cessent d'augmenter contribuent à satisfaire en partie des besoins vitaux momentanés d'un nombre limité de Cambodgiens mais n'arrivent malheureusement pas à maintenir en vie une population toute entière dénuée de tout et surtout à résoudre le problème cambodgien.

Le rétablissement de la paix dans ce pays est avant tout un remède efficace pour sauver le peuple cambodgien de l'extermination.

A cet effet, nous vous appelons à venir manifester votre solidarité et agir :

- Pour une conférence internationale sur le Cambodge du type de « Genève 1954 » (*) ;
- Pour un cessez-le-feu immédiat dans ce pays ;
- Pour le retrait total et inconditionnel des troupes vietnamiennes et étrangères hors du territoire du Cambodge ;
- Pour la normalisation de la paix dans ce pays. »

(*)

En réclamant le « retrait total et inconditionnel des troupes vietnamiennes », l'UPAKAF, membre fondateur de la Confédération des Khmers nationalistes, présidée par le prince Sihanouk, prend une position positive qui va dans le sens d'un isolement encore plus grand du Vietnam.

Pour ce qui est de la proposition d'une « conférence internationale sur le Cambodge », diverses interprétations sont possibles : s'il s'agit d'une conférence destinée à prendre des mesures concrètes pour obliger le Vietnam à évacuer le Cambodge, comme l'a proposé la dernière résolution de l'ONU, sa tenue peut être positive dans la mesure où elle manifesterait une nouvelle fois la volonté des pays du monde de voir le Cambodge retrouver son indépendance.

Mais il serait illusoire de croire qu'aujourd'hui une solution négociée est possible, sans recours à la lutte armée. Jamais le Vietnam n'acceptera de négocier s'il n'y est pas contraint par la résistance armée, sur le terrain, de tous les patriotes cambodgiens. Seul un rapport de forces favorable à la résistance pourra créer les conditions à des négociations ultérieures.

Communiqué de l'UPAKAF

Sahara : Carter «défie les organisations internationales»

Depuis que le responsable adjoint du Comité des relations extérieures du Front Polisario nous a accordé cette interview, un mirage F1 a été abattu par les combattants sahraouis au sud de l'oued Draa, illustrant à quel point la responsabilité du gouvernement français qu'il soulignait est engagée. Le Premier ministre mauritanien a dû renoncer à se rendre au sommet de la Ligue arabe, car il estimait que la manière dont l'opération Ohoud était conduite constituait une menace contre son pays, et il exigeait le départ immédiat des troupes marocaines qui stationnent encore dans le pays, malgré les engagements pris au mois d'août.

L'appréciation qui sert de trame aux propos du représentant du Front, selon laquelle la décision du Président américain encourage l'aventurisme militaire du régime marocain et fait peser de très graves menaces sur la région, prend un relief très important. Les répercussions qu'une telle situation pour-

rait avoir sont très préoccupantes du fait que l'URSS pourrait, à l'aide des positions qu'elle a acquises dans la région, chercher à réagir à la tentative américaine. L'encouragement apporté par le gouvernement français à la politique royale engage alors plus que jamais sa responsabilité dans la région et vis-à-vis de l'Europe.

Ainsi une course de vitesse se déroule, entre ceux qui veulent poursuivre la guerre contre le peuple sahraoui et les organisations internationales qui, en apportant leur soutien à l'accord de paix mauritano-sahraoui, veulent établir une paix fondée sur la reconnaissance des droits du peuple sahraoui. C'est ce chemin que l'OUA a pris au sommet de Monrovia. Il ne dépend que du Maroc que cette solution l'emporte et que dans le cadre de l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine) une négociation puisse s'amorcer sur les fondements définis par l'ONU et l'OUA.

Une interview de Malainine Ould Saddek, responsable adjoint du Comité des relations extérieures du Front POLISARIO

► Au cours des derniers mois, d'importantes évolutions ont marqué la situation au Sahara Occidental, sur les plans politique, diplomatique et militaire ; la récente décision du Président américain Carter de répondre favorablement aux demandes marocaines de livraisons d'armes paraît constituer un élément important. Comment le Front Polisario apprécie-t-il les modifications qui se manifestent ainsi ?

En juillet dernier, l'OUA a pris à Monrovia d'importantes décisions qui constituent un cautionnement de la dynamique de paix engagée grâce à la décision du Front Polisario de cesser le feu contre la Mauritanie en juillet 1978. La signature de l'accord de paix mauritano-sahraoui a dégagé d'importantes perspectives de paix dans la région.

Le régime marocain a répondu en détruisant le rôle d'administration provisoire que jouait la Mauritanie dans le Sud de notre pays, dans une tentative de poursuivre l'aventure militaire et de mettre non seulement l'opinion maghrébine mais aussi la Mauritanie et l'opinion publique internationale devant le fait accompli militaire que représentait l'occupation par l'armée marocaine du Sud de notre pays, l'oued Dahad.

Notre réponse au coup de force contre la ville de Dakhla a été l'intensification des opérations militaires conduites par l'ALPS (Armée de Libération du Peuple Sahraoui) au Sahara et également au Sud de l'oued Draa (1) où se trouvent les bases d'agression contre notre pays. Les opérations de Lebouirat, Smara, Zadk, Mahbes représentent un développement normal de notre lutte de libération nationale.

Un défi aux instances internationales

Dans la même période, le sommet des non-alignés prenait pour la première fois position en désignant le Maroc comme pays agresseur, en reconnaissant le Front Polisario et en envisageant l'indépendance. La 4^e commission de l'ONU, chargée des problèmes de décolonisation, dans laquelle tous les pays sont représentés, a pris également position.

Malgré l'isolement international, la défaite militaire du Maroc et le développement de la solidarité internationale, le Président américain Carter a pris la décision de renforcer le potentiel militaire de Hassan II. Nous considérons que cette position est dangereuse et qu'elle encourage l'intransigeance du Maroc, et non, comme l'affirme le Président américain, qu'elle rétablisse un équilibre en faveur du Maroc qui lui permette de conduire une négociation - et il faudrait encore

préciser avec qui et pour quoi. Sur le plan militaire, nous en avons vu la démonstration au cours des dernières semaines : nous avons assisté à une recrudescence de la politique de force contre notre pays et à une menace contre la région, la Mauritanie et l'Algérie ; il s'agit d'une tentative de généralisation de la guerre et d'internationalisation d'un conflit relevant strictement de la décolonisation.

L'Afrique a pris une position, les organisations internationales également ; ainsi considérons-nous la décision américaine avec les conséquences qu'elle entraîne comme une violation des décisions de l'Afrique souveraine et des décisions des organisations internationales. Cette violation peut avoir des répercussions très graves, non seulement sur le déroulement même du conflit, mais aussi dans l'ensemble de la région, sur le flanc ouest de la Méditerranée et en Afrique du Nord-Ouest.

► Le gouvernement français vient d'envoyer une unité à Nouadhibou (2). Appréciez-vous que cela constitue une menace ?

Il faut d'abord tenir compte des vérités historiques. L'accord de Madrid a été réalisé du fait qu'une pression a été exercée par les milieux français conjointement avec l'ex-secrétaire d'Etat Kissinger pour y aboutir. Le gouvernement français a donc une responsabilité directe du fait qu'il a poussé à la division au Sahara et à la liquidation de notre peuple. Cela a été démontré par le soutien financier et militaire accordé au Maroc et à la Mauritanie pour les soutenir dans leur guerre contre notre peuple ; cela s'est matérialisé plus encore par l'intervention militaire française contre notre population et nos combattants. Le gouvernement français a donc une responsabilité morale et politique.

Nous avons apprécié la prudence surtout formelle de la politique française et nous y avons applaudi. Reste que nous sommes étonnés de la froideur avec laquelle le gouvernement français a accueilli l'accord de paix. Auparavant, le gouvernement français parlait de pacification en envoyant son aviation, ses instructeurs, son armement au Maroc et à la Mauritanie qui concouraient à la tentative de liquidation de notre peuple, et maintenant que le principe d'une paix définitive a été mis au point entre la Mauritanie, décidant souverainement, hors de toute pression, et le Front Polisario ? le gouvernement français ne s'en est pas même félicité.



Tanks marocains dans le désert : l'opération Ohoud

La responsabilité française engagée

L'envoi d'une unité française à Nouadhibou n'a pas été décidé pour le tourisme, mais pour des raisons politiques, après la signature de la paix. Certains disent qu'il s'agit de contrecarrer l'ennemi commun de la Mauritanie et du Sahara, l'expansionnisme marocain. Mais le Front Polisario ne peut que s'interroger sur les véritables intentions qui ont présidé à l'installation d'une unité à 4 km de notre territoire.

Il est évident que cela relève de la souveraineté de la Mauritanie, mais nous ne pouvons que nous interroger en voyant ces unités débarquer au moment où la paix est signée entre la Mauritanie et nous et où la dynamique de la paix est applaudie sur le plan international, ainsi que par le peuple français.

La position française nous préoccupe d'autant plus que la France est responsable non seulement de la décolonisation du Sahara mais également de la situation d'insécurité et d'instabilité dans la région, étant donné qu'elle est un pays riverain de la Méditerranée, responsable de graves préjudices matériels et moraux causés à notre peuple. Sa responsabilité restera engagée tant qu'elle n'aura pas manifesté sa volonté effective de réviser cette politique.

Or, nous avons remarqué que non seulement en France s'est détournée de la politique de paix, mais que des pressions très grandes ont été exercées sur le gouvernement mauritanien pour l'empêcher d'appliquer les engagements pris - dont certains

par le régime marocain, désigne une bataille qui a opposé le Prophète à des tribus qui refusaient d'intégrer l'Islam. Le Prophète connut une défaite qui le contraignit à une négociation - évoquée par Hassan au Parlement marocain - qui aboutit à une trêve de 10 ans entre lui et les tribus, et qu'il mit à profit pour amener les tribus à intégrer l'Islam.

L'opération avait 2 objectifs : le premier, en mettant en mouvement chars et avions, de démontrer, malgré les défaites récentes, que la puissance marocaine existait toujours. Le second est que les garnisons éloignées du dispositif : Guelta Bir Enzaran, ????? ne recevaient plus rien. Par exemple, trois mois avant l'attaque contre Mahbes, le convoi de ravitaillement est parti vers Smara et El Aïoun et n'est jamais revenu. C'était une nécessité de faire parvenir des vivres et des médicaments à ces unités.

► Qu'attendez-vous de la réunion du comité ad hoc de l'OUA ?

A Monrovia, l'OUA a pris la décision que soit reconnu notre droit à l'autodétermination. Elle a donc pris la responsabilité de le faire respecter. Depuis, il y a eu la signature de l'accord de paix mauritano-sahraoui qui s'est réalisé dans ce cadre et que l'OUA a soutenu. D'un autre côté le régime marocain a infligé une véritable offense à l'Afrique en cherchant à entraver la paix.

Si Hassan veut négocier

La réunion du comité ad hoc devra examiner la possibilité, sinon les moyens, de faire appliquer les décisions prises à Monrovia. Dernièrement, le secrétaire général du Front Polisario et le président Tolbert (3) se sont entretenus de ce problème. Le président Tolbert a également rencontré Hassan II, celui-ci a accepté le principe de se rendre à Monrovia. Nous nous sommes posé la question de savoir quelles étaient ses intentions réelles. Nous avons fait part de ces interrogations au ministre libérien des Affaires étrangères, qui a été reçu par notre Premier ministre, Lamine. Il est important de savoir sur quoi se fonde sa présence à Monrovia, puisqu'il n'est pas membre du comité ad hoc. Est-ce pour contribuer aux efforts du comité ad hoc pour définir une solution politique négociée, ou est-ce, comme il l'a fait jusqu'à présent, pour entraver les efforts déployés par l'Afrique en vue de rétablir notre peuple dans ses droits ?

Pour notre part, une délégation se rendra à Monrovia à l'invitation du président Tolbert. Nous avons dit, non seulement au président Tolbert et à ses représentants mais aussi à l'opinion internationale, que ce pourrait être l'occasion pour Hassan II et son gouvernement d'entamer des négociations sur les mêmes bases que celles qui ont abouti à l'accord de paix entre le Front Polisario et le gouvernement mauritanien.

(1) Il s'agit du Sud-marocain.

(2) En territoire mauritanien, à proximité de la frontière du Sahara.

(3) Président du Libéria.

Propos recueillis par
Grégoire CARRAT

Un journaliste officiellement reçu dans les zones du Kampuchéa démocratique

LE RECIT DE VOYAGE DE JAN MYRDAL AU CAMBODGE

Le Suédois Jan Myrdal a été le premier journaliste occidental à visiter, en septembre dernier, les zones du Cambodge sous l'autorité du gouvernement du Kampuchéa démocratique. Militant depuis 25 ans pour la cause de la libération des peuples d'Indochine, Jan Myrdal était les 17 et 18 novembre derniers co-président de la conférence mondiale de Stockholm sur le Kampuchéa. Nous commençons aujourd'hui la publication d'extraits de son récit de voyage.

(1) UN VOYAGE ORGANISÉ TRES OFFICIELLEMENT

Le 30 septembre 1979, je trébuché et je manque d'être emporté par les courants rapides de la Stung Tuk Thla. C'est la nuit et la pluie tombe à verse. La rivière monte rapidement, et le lendemain matin, je dois prendre un avion de Bangkok à Copenhague. Je me débats dans le courant.

Cependant, mes hôtes cambodgiens ont fixé une corde autour de moi et me halent. Tout le monde rit. Je remonte sur les troncs d'arbre glissants qui ont été attachés ensemble pour bâtir le point qui me permet de quitter le Cambodge démocratique à temps pour prendre mon avion. Je ne suis pas le seul à tomber par cette nuit pluvieuse. Mais cela n'a rien d'étonnant. Le courant est très rapide pour que les éléphants puissent traverser. Mais les guerilleros marchent rapidement et sûrement devant moi. Ils transportent la caméra et l'équipement. Ils portent sur leur tête des ballots enveloppés dans du plastique. On dirait qu'ils ne remarquent même pas la tempête, et les troncs glissants et instables semblent leur fournir un appui sûr. Ce sont des membres de la guérilla régulière : l'armée du Kampuchéa démocratique.

Un visa en règle

Huit jours plus tôt, j'avais dû prendre à la dernière minute une place sur l'avion Stockholm-Bangkok, quand tout d'un coup, la nouvelle était arrivée que je pouvais me rendre au Kampuchéa démocratique. Cela faisait déjà assez longtemps que je disposais d'un visa. Le compte-rendu apparemment très personnel est, en fait, un rapport d'importance politique. Quand je quitte le Cambodge démocratique, la nuit du 30 septembre, je suis le premier journaliste étranger à avoir voyagé dans le pays avec un visa en règle, depuis l'attaque vietnamienne massive de Noël 1978 (...)

Soudain, une clairière

(...) Il n'avait pas beaucoup plu quand j'ai traversé la frontière pour entrer au Cambodge démocratique. J'ai marché pieds nus dans la boue avec mon pantalon retroussé. Dans une clairière, je suis tombé sur deux éléphants. Des guerilleros m'ont souri et m'ont serré la main. Ils

m'ont offert du Pepsi-Cola thaïlandais.

«Vous avez soif», ont-ils dit.

Après cela, ils ont changé le matériel sur le premier éléphant, et je suis monté sur le second. Nous étions quatre par éléphant. La nuit tombait quand nous avons traversé la rivière et que nous avons marché dans la jungle. Mais la pluie ne venait pas. La dernière partie du chemin, nous l'avons faite par un sentier de jungle si fourré que j'étais obligé de me courber pour avancer. Un guerillero marchait devant moi. Il me tenait par la main pour que je ne mette pas le pied où il ne fallait pas. Tout à coup, la jungle s'ouvre devant nous. Des projecteurs trouent la nuit. Nous traversons une passerelle et nous arrivons au camp.

Gouvernement dans la jungle

Le comité de réception est là : — So Hong, président du Comité pour les relations amicales avec les pays étrangers et ministre des Affaires étrangères du Cambodge démocratique. Il oc-

cupait la même fonction en 1978.

— Ny Kan, secrétaire de la région de Battambang, le dirigeant politique et militaire de la région. En 1978, il était chef de protocole au ministère des Affaires étrangères du Kampuchéa démocratique.

— le docteur Thiounn Thioeun, le légendaire ministre de la Santé du Kampuchéa démocratique, le cardiologue qui était doyen de l'école de médecine de Phnom-Penh et directeur de l'hôpital de l'amitié soviéto-khmère lorsqu'il est parti dans la jungle organiser le système de santé publique de la guérilla pendant la dernière guerre.

— Thiounn Chhum, secrétaire aux finances, précédemment banquier et professeur de droit à Phnom-Penh ; sous le régime de Lon Nol, il était directeur de la société d'import-export Trisara ; rappelé à Phom-Penh, le 28 août 1978 comme secrétaire aux finances pour organiser la banque et l'assurance en vue de préparer l'établissement d'une économie monétaire.

Tous ces hommes m'ont accompagné dans mon voyage (...) De plus, j'avais plusieurs compagnons du ministère des Affaires

étrangères du Kampuchéa démocratique, parmi lesquels l'ambassadeur Pech Bun Ret.

Un quart du territoire

Nous avons voyagé à pied et à dos d'éléphant. La pluie commençait généralement l'après-midi et continuait jusqu'à neuf heures du matin. Nous avons visité une zone de jungle totalement sous contrôle de la guérilla qui s'étend le long de la frontière thaïlandaise de Poipet à Pailin. Elle avait environ 100 Km de long sur 40 Km de large. J'ai pu filmer et prendre en photos ce que je voulais. Cependant, les voyages dans la jungle ont occupé une grande part du temps (...)

J'ai connu un sentiment de sécurité complète dans la zone de guérilla. Tout a été fait pour faciliter mon travail. Mais pendant ma visite, le 28 septembre, une équipe de télévision canadienne a essayé de traverser la frontière. Ils filmaient un village frontalier. Ils ont été interrompus par les guerilleros et l'ambassadeur Pech Bun Ret qui se trouvait par hasard dans le secteur a essayé de les raisonner. Il leur a souligné qu'ils avaient traversé la frontière illégalement et qu'ils n'avaient pas de visa. Ils auraient dû demander un visa avant de franchir la frontière. Le Kampuchéa démocratique est en guerre et combat une année d'invasion, mais il n'en exige pas moins un respect normal de ses frontières (...)

Un quart du territoire cambodgien est tenu par les forces de la guérilla régulière et administré par le gouvernement du Kampuchéa démocratique. Pour cette raison, je crois que c'est aussi important d'expliquer dans quelles conditions s'est passé mon voyage.

Choix des extraits, traduction et intertitres du Quotidien du Peuple

«Pour la première fois nous demandons de l'aide»

«Notre peuple se meurt, dit le docteur Thiounn Thioeun, ministre de la Santé du Kampuchéa démocratique. Jamais encore dans toute notre histoire nous n'avons été confrontés à une situation aussi grave.

Auparavant, nous n'avons jamais demandé de l'aide. C'était contre nos principes. Nous avons fait la démonstration que le Cambodge pouvait se relever en comptant sur ses propres forces. C'est pourquoi nous n'avons pas voulu accepter d'aide, même dans la période difficile immédiatement après la révolution.

Aujourd'hui, nous demandons de l'aide, nous sommes contraints de le faire. Si les peuples du monde et les organisations internationales n'envoient pas rapidement de l'aide à notre peuple, il sera anéanti. C'est pour cette raison, pour sauver l'existence même de notre peuple, que nous faisons cette demande.

Nous, les responsables du gouvernement du Cambodge démocratique, nous demandons que cette aide soit aussi distribuée dans les zones sous contrôle vietnamien que Heng Samrin prétend représenter (...)

Cela ne veut pas dire que nous voulons aider Heng Samrin. Mais ceux qui souffrent et meurent, c'est notre peuple. Ils sont notre chair et notre sang. Tout ce que nous demandons, c'est que les organisations internationales s'assurent réellement que l'aide parvient au peuple. Nous craignons qu'elle ne soit confisquée par les Vietnamiens pour leur propre usage.

Ils ont volé et détruit tous nos camions et tout ce que nous avions. Maintenant, ils se justifient en disant qu'il n'y a pas de moyens de transport disponibles pour les organisations humanitaires internationales. Mais il faut surmonter cet obstacle, on ne peut faire confiance à une force d'occupation (...)

Il y a ici 60 000 personnes, dans cette seule zone. Je parle maintenant des réfugiés. Ils ont été chassés de nombreux endroits. Ils sont en fuite depuis neuf mois. Ils ont dû fuir dix, vingt, trente fois. Il y a quinze jours, 2 000 réfugiés sont arrivés ici.

Cette jungle était précédemment inhabitée, car elle est avec des pires zones de malaria. Si vous ne prenez pas de la quinine ou

des médicaments plus modernes et si vous ne couchez pas sous une moustiquaire, vous ne pouvez pas éviter d'y contracter la malaria. Mais nous n'avons rien de tout cela.

Combien de ces 60 000 personnes sont malades ? 90 %. Il en meurt tous les jours. Ils arrivent ici physiquement affaiblis et fatigués, ils attrapent la malaria et meurent dans la jungle.

Les enfants jusqu'à l'âge de 10 ans ne peuvent pas survivre. Vous pouvez être sûr que les enfants que vous voyez mourront si nous ne recevons pas de médicaments. (...)

La famine aide la malaria à tuer les gens, et la malaria contribue à la famine. Le sol est fertile ici. Nous faisons des brûlis. Les civils aussi pourraient vivre de ce qu'ils cultivent comme nos guerilleros. Mais la fièvre les affaiblit et ils n'ont pas la force de travailler. Voilà comment la malaria aggrave la famine.

Dites à vos lecteurs qu'il nous faut des médicaments. Tout retard signifie que des enfants vont mourir.

Les réfugiés qui viennent juste d'arriver ne se sont pas encore organisés en véritables villages. Ils ont construit des huttes en toute hâte et confectionné des nattes de bambou pour se coucher à un mètre du sol marécageux de la jungle. Quelques uns d'entre-eux ont simplement planté deux piquets pour tendre leur hamac, ou étant tendu entre deux arbres. Ceux qui ont vécu un peu plus longtemps dans la jungle se sont organisés et ont mis sur pied de véritables villages. Ils ont aussi commencé des cultures sur brûlis.

«Nous faisons pousser du maïs. Les patates douces doivent remplacer le riz, mais nous avons aussi pu faire les premières rizières, le sol est fertile. N'était la fièvre, ce ne serait pas aussi difficile.

Nous sommes à Khum Soeung. Les réfugiés de Sisophon sont arrivés, il y a trois mois. Beaucoup sont originaires de l'ouest du pays. Ils ont tous perdu des membres de leurs familles. Beaucoup disent des choses terribles sur leur souffrance et sur les atrocités vietnamiennes.

Demain,
La suite du récit
de Jan MYRDAL

LA QUESTION PALESTINIENNE DEVANT L'ASSEMBLEE DE L'ONU

Alors que le Conseil de sécurité de l'ONU doit débattre du conflit Iran-USA, la première séance de l'Assemblée générale de l'ONU, mardi, doit débattre de la question palestinienne. Le débat a été préparé par le «comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien» qui relève notamment que les accords de Camp David sont «en contradiction avec les résolutions antérieures de l'Assemblée».

Alors que plusieurs manifestations se sont déroulées dans le week-end, à Jérusalem, contre la

création de colonies de peuplement en Cisjordanie, Begin, relativement isolé, a pour l'instant renoncé à présenter un projet de loi légitimant officiellement les implantations sionistes en Cisjordanie. L'occupant doit faire face à l'ampleur de la résistance populaire palestinienne qui s'est manifestée ces derniers jours par le soutien apporté au maire de Naplouse, Bassam Chakaa, menacé d'expulsion de sa patrie par les autorités israéliennes. L'épouse du maire de Naplouse, l'a rejoint dimanche dans la grève de la faim qu'il poursuit depuis 12 jours, dans la prison de Ramleh où il est toujours incarcéré.

Le soutien de la Chine à la lutte du peuple palestinien

«Pour résoudre le problème du Moyen Orient, il faut résoudre le problème palestinien»: c'est en ces termes que le président du Parti communiste chinois, Hua Guofeng, s'est adressé à la délégation du Comité national de Palestine, conduite par Khaled Fahum, qui effectuait ces derniers jours une visite à Pékin. «La lutte du peuple palestinien pour restaurer ses droits nationaux et celle des peuples des divers pays arabes pour récupérer leurs territoires perdus sont étroitement liées», a déclaré le président Hua qui a souligné notamment: «Le gouver-

nement et le peuple chinois soutiennent fermement le peuple palestinien dans sa lutte pour réaliser ses droits nationaux, y compris le retour aux foyers, la réalisation de l'autodétermination et l'établissement d'un Etat palestinien, et les pays arabes dans leur lutte pour récupérer leurs territoires perdus (...). Nous espérons sincèrement que les pays arabes renforceront leur unité et combattront côte à côte contre leur ennemi».

Khaled Fahum a transmis aux dirigeants chinois les salutations du président de l'OLP, Yasser Arafat, et remercié la Chine pour son

soutien à la lutte du peuple palestinien et des autres peuples arabes. Le président chinois a transmis quand à lui, indique Chine Nouvelle en son nom et au nom du gouvernement et du peuple chinois, ses salutations et ses vœux «à Yasser Arafat et aux autres dirigeants palestiniens, aux guérilleros et au peuple palestinien».

UN COMMENTAIRE DE CHINE NOUVELLE

Quelques jours plus tôt, l'agence Chine Nouvelle avait publié un long commentaire sur la situation au Sud-Liban, indiquant no-

tamment: «Les actes brutaux d'Israël et les clameurs de Begin révèlent qu'Israël veut attaquer, affaiblir et même anéantir les forces armées palestiniennes dans l'intention d'effacer définitivement le problème palestinien et d'occuper à jamais ce territoire arabe. De surcroît, Israël veut porter un coup aux forces syriennes faisant partie des forces arabes de dissuasion au Sud-Liban dans le but de faciliter le marchandage avec la Syrie sur le problème des hauteurs du Golan dans les futures négociations. En outre, en appuyant un «Lil-liban libre» dirigé par Haddad dans les zones tampons, Israël désire diviser le Liban».

Notant que «les actions militaires brutales d'Israël au Sud-Liban vont à l'encontre des intérêts stratégiques actuels des Etats-Unis au Moyen Orient», le commentaire poursuit: «Toutefois, la position fondamentale des Etats-Unis, favorable à Israël, n'a changé en rien. Tout en critiquant Israël pour avoir attaqué le Sud-Liban avec des armes américaines, ils lui ont promis de ne pas réduire leur assistance militaire».

Le commentaire évoque ensuite les manœuvres de la superpuissance soviétique pour essayer de tirer parti de la situation, remarquant entre autres: «On constate que l'URSS, qui restait indifférente aux demandes urgentes d'armes des feddayin et de la Syrie s'est montrée soudainement enthousiaste à cet égard».

Le commentaire de Chine Nouvelle conclut ainsi: «Vu les contradictions internes et externes et l'intervention des superpuissances, le problème du Sud-Liban n'est pas facile à résoudre. Mais pourtant, le noyau du problème réside en dernière analyse dans l'occupation par Israël de la Palestine et dans le mépris des droits nationaux légitimes du peuple palestinien. Ce n'est qu'en réglant ce problème qu'on peut équitablement régler le problème du Sud-Liban».

● Usinor-Denain : riposte aux suppressions d'emploi

1644 lettres ont été envoyées à des travailleurs d'Usinor-Denain pour leur annoncer que leur emploi serait supprimé l'été prochain. Aussitôt, plusieurs centaines de sidérurgistes manifestaient lundi après-midi, puis le standard téléphonique et le bureau de main-d'œuvre de l'usine étaient occupés pendant plus d'une heure.

Mardi après-midi, les sidérurgistes étaient appelés à se prononcer sur une éventuelle occupation des locaux.

● La Chine réintégrée dans le mouvement olympique

La République populaire de Chine vient d'être officiellement réintégrée dans le mouvement olympique. C'est le vice-président du Comité International Olympique qui a annoncé cette nouvelle à Lausanne lundi après-midi. Le vote des 81 membres a donné 62 voix (contre 17) favorables à la réadmission de la Chine au CIO. Ce vote assez massif confirme la décision du Comité Exécutif du CIO et consacre désormais à la Chine la place qui lui revient dans toutes les instances internationales.

Quand à l'île chinoise de Taïwan, si elle n'est pas exclue (alors que jusqu'à maintenant c'est elle qui prétendait représenter toute la Chine) le CIO l'a remise à sa place géographique et politique: elle reste dans le cercle olympique sous le titre de Comité Chinois de Taïpeh, mais avec l'obligation de renoncer à son hymne et son drapeau. Signalons que la plupart des instances sportives internationales qui ont réintégré Pékin ont également exclu Taïwan.

Conséquence immédiate de cette décision du CIO: la République Populaire de Chine pourra participer aux Jeux Olympiques de Moscou et de Lake Placid.

● Jiri Pelikan à Pékin

Jiri Pelikan est un ancien membre du Comité central du Parti communiste de Tchécoslovaquie. Il a été exclu du parti en 1969 et déchu de sa nationalité en 1970.

Il vit en exil à Rome et a adopté la nationalité italienne. En juin dernier, il était élu, comme membre du Parti Socialiste italien, au Parlement européen. C'est officiellement comme tel qu'il est invité par le Comité central du Parti communiste chinois, pendant une semaine en Chine.

Les entretiens portent à la fois sur la situation intérieure en Chine, sur la politique extérieure et le Mouvement communiste international.

● Menaces de Gromyko Schmidt minimise

«Si Gromyko avait désiré menacer, il aurait insisté pour inscrire ses menaces noir sur blanc dans le communiqué» a déclaré le chancelier d'Allemagne fédérale, Helmut Schmidt, à l'issue de la tournée européenne que vient d'effectuer le ministre soviétique des Affaires étrangères, Schmidt a tenu à rassurer après la mauvaise impression laissée par les propos de Gromyko. Celui-ci, dont les déclarations ont été largement reprises par la Pravda, avait en effet lancé, avant de quitter la RFA samedi, un «avertissement très sévère» aux Européens, rejetant le principe de négociations ultérieures sur le désarmement si l'Europe «s'engageait au préalable dans le cercle vicieux du sur-armement pour négocier ensuite en position de force». Gromyko entendait ainsi, quelques jours après le discours «dur» de Brejnev en RDA, faire pression sur les pays ouest-européens, et particulièrement la RFA, à la veille de la réunion de l'OTAN, des 13 et 14 décembre prochains pour qu'ils renoncent à l'installation sur leurs territoires des missiles nucléaires américains à moyenne portée «Pershing II», destinés à «rééquilibrer» le déploiement actuel des missiles soviétiques SS-20 qui menacent l'Europe occidentale.

Les propos de Schmidt «pour rassurer» n'enlèvent rien aux vives pressions dont fait particulièrement l'objet la RFA, actuellement de la part des deux superpuissances, et à sa situation vulnérable en l'absence de défense européenne commune et indépendante, alors que l'URSS développe son offensive pour s'assurer le contrôle du continent européen.

Rentrée scolaire et universitaire aux Comores

UN VERITABLE ECHEC

Les Comores, constituées de quatre îles, sont une ancienne colonie française devenue indépendante, sauf l'île de Mayotte.

L'Association des Stagiaires et Etudiants des Comores (ASEC) vient de faire une déclaration sur la rentrée scolaire et universitaire, dont nous publions des extraits.

D'après le communiqué de l'ASEC, cette rentrée «aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur... est un véritable échec (...) Le droit à l'enseignement et à l'information (...) est totalement bafoué.

A l'échelle du pays, l'année 1979 débute ainsi: — aucun nouvel enfant n'est admis au cours primaire cette année.

— Aucun collègue n'a ouvert ses portes (...)

Par deux fois, l'armée est intervenue pour réprimer les élèves à Mutsamudu (N'zwani) et à Mwali.

Les étudiants à l'étranger sont totalement abandonnés aux caprices des différentes administrations, sans aucune garantie.

EN FRANCE

Les anciens étudiants voient leurs conditions, déjà précaires, s'aggraver davantage. Les problèmes de logement en Cité universitaire et d'inscription ne sont pas du tout résolus. Pour la seule région

parisienne où se trouvent plus de 200 étudiants comoriens, le nombre d'étudiants comoriens logés en cité universitaire n'atteint pas la vingtaine.

La promotion de 1979 d'environ cinquante étudiants, se trouve dans une situation plus que dramatique. Venus avec un mois 1/2 de retard sur la rentrée universitaire, ils sont confrontés à d'innombrables difficultés d'inscription et de logement. Le cynisme et la désinvolture des autorités atteint le comble quand l'ambassade des Comores à Paris, ne trouve rien d'autre à proposer aux étudiants pour les loger que les foyers prisons de la Sonacotra. C'est ainsi qu'à Bordeaux, 25 étudiants comoriens sont à l'heure actuelle logés dans un foyer Sonacotra, à plus d'une heure de bus du Campus Universitaire de Talence.

EN TUNISIE

L'incurie du gouverne-

ment comorien s'étale au grand jour. (...) Aucune inscription n'est acceptée, des difficultés insurmontables de logement; la seule issue qui leur est offerte est des stages de formation professionnelle de 6 à 18 mois.

La situation est pratiquement identique en Côte-d'Ivoire, au Sénégal, au Congo, à la Réunion (colonie française voisine des Comores), au Soudan, en Egypte, en Arabie Saoudite, etc...

AU MAROC

Les étudiants comoriens sont regroupés dans un camp en l'absence de toute structure d'accueil et aucune possibilité ne leur est offerte pour poursuivre leurs études.

Dès le mois d'octobre 1978 et pendant plusieurs mois, la jeunesse — en particulier scolaire — a entrepris des démarches et propositions auprès du gouvernement comorien. Celui-ci a répondu par la répression: arrestation, emprisonnement, bastonnade. Il a laissé la situation pourrir. L'ASEC exige le droit aux études comme le respect des droits démocratiques.